

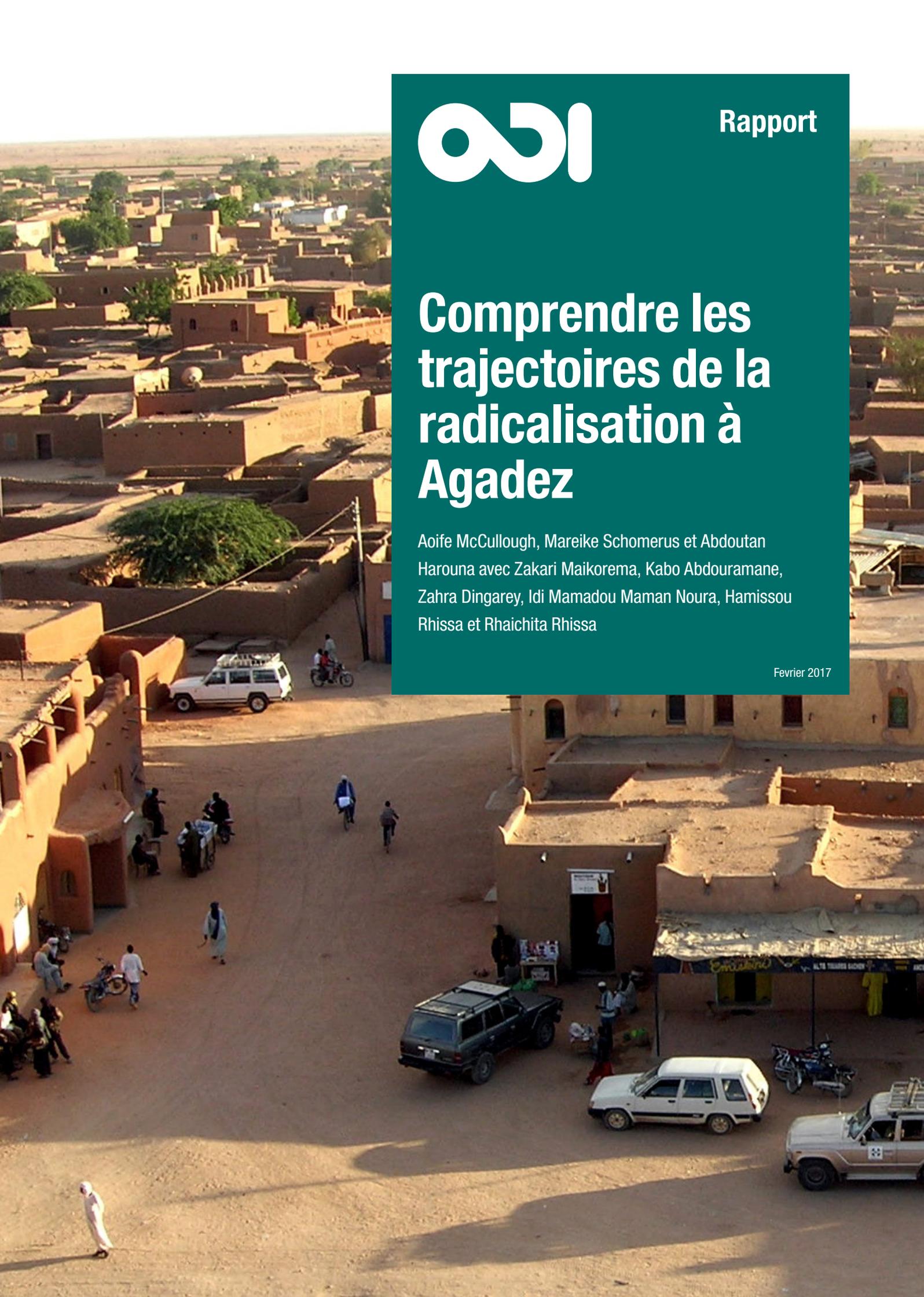


Rapport

# Comprendre les trajectoires de la radicalisation à Agadez

Aoife McCullough, Mareike Schomerus et Abdoutan Harouna avec Zakari Maikorema, Kabo Abdouramane, Zahra Dingarey, Idi Mamadou Maman Noura, Hamissou Rhissa et Rhaichita Rhissa

Fevrier 2017





Cette publication a pu être réalisée grâce à l'appui d'USAID. Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne sont pas forcément ceux d'USAID ni du Gouvernement des États Unis.

**Overseas Development Institute**

203 Blackfriars Road  
London SE1 8NJ

Tel. +44 (0) 20 7922 0300

Fax. +44 (0) 20 7922 0399

E-mail: [info@odi.org.uk](mailto:info@odi.org.uk)

[www.odi.org](http://www.odi.org)

[www.odi.org/facebook](http://www.odi.org/facebook)

[www.odi.org/twitter](http://www.odi.org/twitter)

Les lecteurs sont invités à reproduire le contenu de ce rapport publié par ODI pour leurs propres publications, à condition que ce soit à des fins non commerciales. En tant que détenteur des droits d'auteur, ODI exige qu'en pareil cas il soit fait mention de la source citée et qu'un exemplaire de l'ouvrage lui soit communiqué. Pour un usage digital, nous demandons aux lecteurs d'inclure un lien vers la source originale sur le site officiel d'ODI. Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur ou des auteurs, et ne reflètent pas nécessairement les opinions d'ODI.

Ce document a été initialement écrit en anglais par Aoife McCullough, Mareike Schomerus et Abdoutan Harouna et a été publié pour la première fois en février 2017. En cas d'incohérence entre la version originale et cette version traduite, la version originale prévaut. ODI tient à remercier Elisa Desbordes-Cisse pour la traduction de ce document.

© Overseas Development Institute 2017. Ce document est sujet à des droits d'auteur conformément à la Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale 3.0.

Photo de couverture: Centre-ville historique a Agadez, Niger © Aoife McCullough, 2016

---

# Contents

---

Résumé	5
1. Introduction : Questionner l'idée de la radicalisation comme une trajectoire linéaire	9
2. Méthodes de recherche	11
3. Résultat 1 : il n'y a pas de consensus autour de la signification de la radicalisation et de l'extrémisme violent	14
4. Résultats 2 : La vision populaire d'une « société juste » inclut l'emploi, l'accès aux services de base et l'ordre	17
5. Résultat 3 : Il y a une large préférence de la <i>charia</i> par rapport au système occidental	19
6. Résultat 4 : Les facteurs individuels ne sont pas pertinents pour l'identification des groupes « à risque »	21
7. Les acteurs-clés qui façonnent les récits et les contre-récits	25
8. L'influence de la communauté internationale	29
9. L'influence des relations sociales	33
10. Comment les gens perçoivent-ils la manière par laquelle le change-ment se produira ?	36
11. Conclusion	38
Références	39

---

# Liste des figures et tableaux

## Figures

**Figure 1:** Un réseau d'influence dans un village à Agadez, commençant par un ex-rebel **33**

---

**Figure 2:** Un réseau d'influence dans un quartier d'Agadez, commençant par un commerçant **34**

---

**Figure 3:** Un réseau d'influence dans un village à Agadez, commençant par un membre de mouvement *Tijania* **35**

---

## Tables

**Tableau 1:** Nombre d'entretiens par réseau **11**

---

**Tableau 2:** Nombre d'entretiens par localité **11**

---

**Tableau 3:** Types d'entretiens conduits **12**

---

**Tableau 4:** Les mots utilisés au cours des entretiens **13**

---

## Abréviations

<b>AIN</b>	Association Islamique du Niger
<b>AQIM</b>	Al-Qaïda au Maghreb Islamique
<b>BIT</b>	Bureau des initiatives de transition
<b>Daesh</b>	État islamique en Irak et au Levant (ou EI)
<b>FDG</b>	discussions de groupes
<b>MLF</b>	Front de libération du Macina
<b>MRJN</b>	Mouvement pour la Réconciliation et la Justice du Niger
<b>MUJAO</b>	Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest
<b>PCCN</b>	Programme de cohésion communautaire du Niger
<b>PEV</b>	Prévention de l'extrémisme violent
<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le développement international

# Résumé

Quand on pense à une « trajectoire de radicalisation », l'image la plus fréquente est celle d'une progression linéaire. Selon cette perspective, certains facteurs de risque rendent les gens vulnérables à des croyances et des idéologies toujours plus étroites, plus extrêmes qui mènent au soutien ou à la participation à l'extrémisme violent.

Une érudition de la radicalisation indique que la linéarité peut ne pas être un moyen utile pour comprendre les trajectoires de la radicalisation. La littérature montre que l'adhésion à des idéologies radicales ne se traduit pas nécessairement par un soutien à la violence. Malgré le manque de preuves appuyant l'idée que les personnes qui adoptent des croyances et des idéologies extrêmes sont plus susceptibles de participer à l'extrémisme violent, cela continue d'être une croyance puissante.

Le Bureau des initiatives de transition (BIT) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est en train de mettre en œuvre un programme de cohésion communautaire dans trois régions du Niger, à savoir : Agadez, Tillabéry et Diffa. L'identification et la collaboration avec les jeunes « à risque » de radicalisation est l'une des composantes essentielles de ce programme de cohésion communautaire.

Des recherches ont été menées à Agadez dans le nord du Niger en octobre 2016 pour informer la stratégie du BIT. Dans cette recherche, la radicalisation a été imaginée comme un processus dynamique. Dans ce processus dynamique, les facteurs individuels et structurels interagissent pour produire le potentiel de radicalisation et d'extrémisme violent. Les « facteurs structurels » sont définis comme des systèmes de stratification socioéconomique (c.-à-d. la façon dont la richesse et le pouvoir sont distribués) et d'autres modèles des relations intergroupes, comme la manière dont les citoyens s'identifient à l'État. Les relations entre les grands groupes sociaux changent constamment mais les discours par rapport aux « autres » peuvent établir une forme dynamique particulière. C'est pour cette raison que nous n'avons pas examiné que les relations entre les différents groupes sociaux dans la région d'Agadez mais aussi les récits qui sont produits et consommés pour comprendre l'évolution de ces dynamiques.

Pour tester la possibilité que des facteurs individuels puissent prédisposer les gens à adopter des croyances radicales et à soutenir l'extrémisme violent, nous avons examiné les facteurs individuels couramment assumés par les programmes de lutte contre l'extrémisme violent (PEV) au Niger d'associer la vulnérabilité à la radicalisation et à

l'extrémisme violent. Ces facteurs ont inclus l'âge (jeunes), l'origine ethnique, l'emploi, le niveau d'éducation, le degré d'endettement et le degré d'exposition à d'autres sociétés. Comme il ne s'agit pas d'une étude représentative, nous ne pouvons parler que des liens ou de l'absence de liens dans les réseaux que nous avons examinés.

Pour identifier les personnes interviewées, les chercheurs ont suivi des réseaux d'influence dans des groupes dont on pensait qu'ils incluraient des personnes qui seraient favorables ou qui appuieraient des causes radicales. L'utilisation d'une telle approche basée sur le réseau est utile pour comprendre comment les membres des réseaux définis influencent ce que chacun croit et comment ce type de pensée est diffusé. Les réseaux ont été sélectionnés sur la base d'une consultation avec des acteurs PEV et des chercheurs au Niger, y compris des ex-rebelles touaregs, un mouvement salafiste (*Izala*), des trafiquants / transporteurs de migrants, des commerçants (en particulier ceux qui commercent avec la Libye), des groupes de jeunes (*fadas*) comprenant des membres au chômage, des militants de la société civile et des prisonniers. Un réseau soufi a également été suivi pour permettre des comparaisons avec le réseau salafiste. Nous avons également exploré comment les concepts de « radicalisation » et d'« extrémisme violent » sont compris par les populations locales.

Une connaissance est en cours de développement sur le lien entre violence et croyances. Par exemple, la perception que sa culture est menacée peut pousser une personne à réduire ses croyances à des points de vue plus extrêmes. Au Sahel, comme dans d'autres parties du monde, des contrastes sont établis entre les systèmes de gouvernement occidental / laïc / démocratique et islamique, et beaucoup perçoivent le système occidental comme dominant. Dans la région d'Agadez, nous avons cherché à comprendre les différentes perceptions du concept de « société juste » et du système de gouvernance occidentale par rapport à un système de gouvernance islamique. Nous avons voulu savoir si certaines croyances étaient associées à des points de vue plus extrêmes.

Dans la région d'Agadez, comme dans toute société, il y a des mouvements qui contestent le statu quo en offrant une vision alternative de la société idéale. Ces mouvements peuvent donc être qualifiés de radicaux. Actuellement, le mouvement radical le plus organisé et le plus proactif dans la région d'Agadez est le mouvement *Izala* qui demande d'éviter l'innovation dans la pratique de l'islam et promeut une vision de la société basée sur la *charia*. *Izala* est l'acronyme pour *Jama'at Izalat al Bid'a Wa*

---

*Iqamat al Sunna* (Groupe pour la suppression de l'hérésie et l'application de la *sunna*<sup>1</sup>). Le mot « radical » est un mot spécifique au contexte. Dans de nombreux endroits du monde, le soutien à la *charia* n'est pas une position radicale car soit la loi de la *charia* est en vigueur, soit elle influence fortement les valeurs de gouvernance. Au Niger, la vision d'*Izala* sur la manière dont la société doit être gouvernée s'écarte actuellement de l'agenda général du pays. Dans cette recherche, le soutien à l'adoption de la *charia* est donc compris comme une position radicale. Même si nous examinons les possibles liens entre le soutien à l'adoption de la *charia* et le soutien à l'extrémisme violent, nous partons du principe que la radicalisation sous forme de soutien à la *charia* est distincte de l'extrémisme violent.

## Les principaux résultats

### Il n'y a pas de consensus entre les autorités et les acteurs de la société civile sur la définition de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

Les deux concepts étaient régulièrement utilisés de manière interchangeable. L'extrémisme violent est très souvent assimilé aux activités criminelles, en particulier les trafics d'armes et de drogue et le blanchiment d'argent.

### La vision dominante d'une « société juste » n'était pas spécifiquement liée aux idéaux islamiques.

Et la plupart des personnes interrogées la caractérisait comme l'occasion de travailler, d'obtenir une source de revenus et d'accéder aux services de base tels que l'eau et l'électricité. La Libye d'avant la chute de Kadhafi était la « société juste » la plus citée. Lorsqu'on leur a demandé ce qui rendait la Libye de Kadhafi juste, les gens ont décrit les possibilités d'emploi et les services qui étaient disponibles là-bas. La majorité des interviewés, même ceux qui n'étaient pas encore nés, ont cité le règne de Kountché (1974-87) comme la période la plus juste de l'histoire du Niger. Les gens associent les années Kountché avec la méritocratie, l'absence de corruption, l'état de droit et l'ordre.

### Il y a une plus grande préférence de la *charia* par rapport au système occidental comme système de gouvernance.

Ceci rappelle l'enquête Afrobaromètre de 2013 selon laquelle 67% des Nigériens aimeraient que la *charia* soit adoptée dans la constitution. Les répondants ont décrit la démocratie comme étant un système facilement corrompible et est très clément pour ceux qui enfreignent les lois. La *charia* est, elle, décrite comme représentant la moralité, la justice et l'ordre, mais aussi comme représentant la vérité et la voix de Dieu, donc comme un système qui résiste

à la corruption. Cela veut dire que la *charia* est perçue comme facilitatrice de plus d'honnêteté chez les politiciens, de moins de corruption, de discrimination et d'injustice, d'une plus juste distribution des ressources, de moins d'interférence de la part des forces occidentales, de plus d'emploi et de plus de respect pour les droits des pauvres.

### Il n'y a pas de liens clairs trouvés entre les facteurs individuels et le soutien pour l'adoption de la *charia*.

Ce qui veut dire que les facteurs individuels comme l'âge, la situation économique ne peuvent pas être utilisés pour prédire le soutien pour l'adoption de la *charia*. Les répondants dont l'âge est inférieur à 35 ans sont probablement ceux qui soutiennent la *charia* le plus en comparaison avec ceux qui ont un âge supérieur à 35 ans. L'origine ethnique, l'histoire d'endettement ou le temps passé en Libye ne prédisent pas le soutien à la *charia*. Les populations locales ont rarement souligné les facteurs individuels comme des causes de la radicalisation et de l'extrémisme. Elles ont plutôt souligné que ce sont les facteurs structurels comme la pauvreté basée sur l'iniquité dans la distribution des ressources et la montée de l'impérialisme qui amènent les jeunes à rejoindre les groupes extrémistes.

## Trajectoires potentielles de radicalisation dans la région d'Agadez

Au niveau macro, nous pouvons identifier plusieurs facteurs structurels dynamiques qui influencent la trajectoire de la radicalisation dans la région d'Agadez. L'un est un soutien grandissant de la mise en œuvre de la *charia*. Bien que les Nigériens puissent accéder à la *charia* pour résoudre des affaires familiales telles que régler leurs différends par l'intermédiaire de l'Association islamique du Niger (AIN) ou en faisant appel à un kadi, un juge islamique, pour régler leur cas, l'Etat nigérien est un État laïc.

Le groupe le plus actif dans la promotion de la *charia* est le mouvement salafiste *Izala* qui est en train de gagner en popularité non seulement dans les grandes villes aux alentours d'Agadez mais aussi dans les zones rurales. Le mouvement *Izala* promeut une voie ascétique de la vie et empêchent les superstitions et particulièrement le paiement des prières et les amulettes. Cette approche de la vie attire beaucoup ceux qui peinent avec l'influence grandissante du matérialisme du monde moderne et les pressions de faire des dépenses extravagantes pour les cérémonies de mariage et de baptêmes. Une des idées fondamentales dans le mouvement salafiste est que les *bida'a* (les innovations dans les pratiques islamiques) sont dangereuses et ont le pouvoir de dissoudre la *sunna* (ceux qui suivent le prophète Mohammed). Cette croyance peut nourrir l'idée

---

1. « *Sunna* » qualifie les gens qui suivent le prophète Mohammed

que la *bidaâ* ne permettrait pas à la *sunna* de vivre comme l'a prévu le prophète, et donc promouvoir l'intolérance à ceux qui ne suivent pas le salafisme.

Les membres du mouvement *Izala* sont souvent accusés d'être extrémistes et d'autoriser les extrémistes violents de prêcher et de recruter dans leurs mosquées. Nous n'avons trouvé aucune preuve de lien entre le mouvement *Izala* et les groupes d'extrémisme violent pendant cette recherche. Il y avait des signes de tensions entre les mouvements soufis et salafistes. Lorsque les *Izala* se déplacent dans une zone et commencent à encourager les gens à prier dans leurs mosquées et à suivre leur façon de prier, il y a souvent un contrecoup de la part de la confrérie soufie préexistante. Ces affrontements se sont produits à travers le Niger depuis les années 1990, au moment où les *Izala* sont devenus actifs.

Il y a deux risques qui pourraient influencer la trajectoire que les *Izala* prennent actuellement. Le premier vient du jeu qui se développe contre l'*Izala* au Niger pour les empêcher d'influencer la moralité de vie sociale et politique au Niger. Cela pourrait les encourager à utiliser des tactiques plus agressives pour atteindre leurs objectifs.

Le deuxième risque est que les groupes extrémistes violents qui opèrent dans le nord du Mali, le sud de l'Algérie et la Libye parviennent à s'aligner sur le mouvement *Izala* pour parvenir à l'adoption de la *charia*. Actuellement, cela semble peu probable car les *Izala* croient que l'adoption de la *charia* ne peut être couronnée de succès que si elle est faite par étapes. Les *Izala* sont originaires du nord du Nigéria où ils ont travaillé pour s'éloigner des groupes extrémistes violents tels que Boko Haram. Il y a cependant une différence essentielle entre les *Izala* au Nigéria et au Niger. Dans certains états du nord du Nigeria, les *Izala* détiennent beaucoup de pouvoir politique et ont réussi à appliquer la *charia*. En raison de son pouvoir politique, l'*Izala* n'a aucune raison de s'associer avec un groupe tel que Boko Haram. Au Niger, on peut dire que les *Izala* gagnent de l'influence politique, mais qu'ils n'ont pas encore de représentants dans les postes de décision-clés aux plus hauts niveaux. S'ils sont bloqués du pouvoir politique, cela pourrait les pousser à reconsidérer leur position de s'associer à un groupe extrémiste violent.

Au niveau local, s'il n'y a pas d'amélioration significative des niveaux de corruption, des taux de criminalité et des inégalités, il y a un risque que ceux qui ont faim de changement se tournent vers des groupes qui semblent offrir une solution immédiate à ces problèmes sous forme d'adoption de la *charia* par la force.

Une autre dynamique structurelle qui peut affecter les trajectoires de radicalisation est l'augmentation significative des trafics de drogues, d'armes et des migrants dans le nord du Niger depuis la chute du régime de Kadhafi. Les routes des trafics passent soit par la Libye dans le cas des migrants soit par le Tchad et Libye pour les armes et les drogues. Avec l'amenuisement des opportunités

pour la jeunesse d'Agadez, la possibilité de gagner une source de revenu importante à travers des activités criminelles représente un puissant pouvoir d'attraction. Il y a beaucoup d'écrits sur les liens entre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et les trafics de drogues et d'armes dans le Sahel. Alors que nous avons remarqué que les populations locales assimilent l'extrémisme violent aux trafics de drogues et d'armes, il n'y a aucune preuve de la propagation du recrutement par les groupes terroristes dans la région d'Agadez. Et pourtant, les interviewés parlent régulièrement de l'implication des jeunes dans des activités criminelles. Il y a un risque que, si un plus grand nombre de personnes s'engagent dans des activités criminelles, des liens plus forts entre des extrémistes violents et de telles personnes pourraient se développer.

## Implication sur le format des programme PEV au Niger

Le manque de consensus sur ce que constituent la radicalisation et l'extrémisme violent rendra difficile la mise en place d'un « système d'alerte précoce » qui repose sur les personnes qui signalent des incidents de radicalisation et d'extrémisme violent. En particulier, l'assimilation de la radicalisation au banditisme et au pillage signifie que les programmes PEV qui s'appuient sur des rapports locaux de « radicalisation » peuvent finir par recueillir des informations sur les défis sécuritaires plutôt que sur l'intolérance croissante ou le soutien croissant à une vision plus stricte de la société basée sur la *charia*.

Le constat que la vision des gens d'une société juste n'est pas nécessairement infusée de valeurs islamiques offre aux programmes PEV au Niger un point d'entrée important. Bien que les programmes PEV soient peu susceptibles de s'attaquer à l'augmentation du chômage, de fournir des services et d'améliorer l'état de droit, les acteurs PEV pourraient aider à sensibiliser le gouvernement et la communauté internationale à la nécessité d'aborder ces problèmes dans la région d'Agadez.

Le soutien généralisé à l'adoption de la *charia* indique une demande de changement dans la façon dont la société est gouvernée. La contestation fait partie de toute société qui fonctionne et chercher à la supprimer est susceptible de produire des récits plus extrêmes. S'engager avec les récits diffusés par des groupes influents sera essentiel pour influencer les trajectoires de radicalisation dans la région d'Agadez. Il s'agit de collaborer avec des groupes actifs dans la promotion de la *charia*, comme l'*Izala*. Tout travail devra être très sensible au potentiel risque qu'une association entre des acteurs *Izala* et ceux de la PEV soit perçue comme une signe de trahison de la part des membres d'*Izala* qui verraient alors ces premiers comme vendus. Les acteurs de la PEV doivent également trouver des moyens de s'engager dans la perception répandue de l'influence négative de l'occident, et en particulier de la présence nuisible d'armées étrangères. Les soupçons sur

le but de toute présence militaire étrangère nourriront les récits extrémistes et soutiendront la résistance violente.

Plutôt que de chercher à identifier les individus « à risque », les acteurs internationaux pourraient se concentrer sur des facteurs qui pourraient alimenter les récits soutenant la mise en œuvre violente de la *charia* dans la région d'Agadez. Les facteurs de risque identifiés sont la corruption croissante, la criminalité croissante, l'absence de primauté du droit, l'inégalité croissante et la

perception d'un traitement injuste des locaux par les forces militaires étrangères. Il est recommandé que les acteurs internationaux travaillent avec les groupes qui subissent les effets de ces facteurs de la manière la plus aiguë. Un exemple serait les transporteurs, qui sont susceptibles d'entrer en contact avec les forces armées étrangères, car ceux-ci tentent de mettre un frein à la contrebande de migrants.



Motocycliste Touareg © Aoife McCullough, 2016

---

# 1. Introduction : Questionner l'idée de la radicalisation comme une trajectoire linéaire

L'image la plus commune de la radicalisation est celle d'une progression linéaire. Selon cette perspective, certains facteurs de risque rendent les individus vulnérables à des croyances et idéologies extrêmes, toujours plus étroites. Si un groupe de pairs ou des facteurs d'un milieu social soutiennent l'adoption d'idéologies plus extrêmes, on croit généralement que cela accélère l'intolérance, voire pousse les gens vers une idéologie qui soutient et tolère la violence.

Le savoir a cependant remis en cause la notion de radicalisation comme processus linéaire<sup>2</sup>. L'adhésion à des idéologies radicales ne résulte pas nécessairement du soutien à la violence (pour plus de détails, voir la revue de littérature qui a été produite pour accompagner cette recherche). Malgré le manque de preuve soutenant l'idée selon laquelle les individus qui adoptent des croyances et des idéologies extrêmes sont **plus** susceptibles de participer à l'extrémisme violent, cette notion continue d'être très forte.

Cette recherche ne suit pas l'hypothèse que la radicalisation est une trajectoire linéaire. Nous avons, plutôt, imaginé la radicalisation comme un processus dynamique, et non linéaire, avec des étapes distinctes. Un des concepts-clés pour appréhender la radicalisation comme un processus dynamique est celui de « facteurs structurels ». Les facteurs structurels sont définis comme des systèmes de stratification socioéconomique (c.-à-d. la façon dont la richesse et le pouvoir sont distribués) et d'autres modèles des relations intergroupes, comme la manière dont les citoyens s'identifient à l'État. Les relations entre les grands groupes sociaux changent constamment mais les discours par rapport aux « autres » peuvent établir une forme de dynamique particulière. C'est pour cette raison que nous n'avons pas examiné que les relations entre les différents groupes sociaux dans

la région d'Agadez mais aussi les récits qui sont produits et consommés pour comprendre l'évolution de ces dynamiques.

Selon une autre croyance communément associée à la compréhension de la radicalisation comme un processus linéaire, les facteurs individuels peuvent prédisposer les individus à adopter des croyances radicales et supporter l'extrémisme violent. Pour tester cette possibilité, nous avons examiné le degré auquel les facteurs individuels prédisent la radicalisation. Ces facteurs individuels sélectionnés sont ceux que les programmes de PEV au Niger associent à la vulnérabilité à la radicalisation et l'extrémisme violent. Il s'agit de l'âge, de l'origine ethnique, de l'emploi, du niveau d'éducation, du degré d'endettement et du degré d'exposition aux autres sociétés. Comme cette étude n'est pas représentative, nous ne pouvons parler que des liens ou de l'absence de liens dans les réseaux que nous avons examinés.

Une érudition sur le lien entre la violence et les croyances est en cours de développement. Par exemple, la perception que le fait que sa culture soit menacée peut réduire les croyances d'un individu à des points de vue les plus extrêmes<sup>3</sup>.

Au Sahel, comme dans d'autres parties du monde, des contrastes sont établis entre les systèmes de gouvernement occidentaux / laïcs / démocratiques et islamiques, et beaucoup pensent que le système occidental est celui qui domine. Dans la région d'Agadez, nous avons cherché à comprendre les différentes perceptions du concept de « société juste », du système de gouvernance occidentale par rapport à un système de gouvernance islamique. Nous avons également voulu voir si certaines croyances étaient associées à des points de vue plus extrêmes.

---

2. McCauley et Moskalenko, 2011

3. USAID, 2011

---

## 1.1. Comment définir la « radicalisation » ?

Bien que l'une de nos questions de recherche fût de savoir « comment la radicalisation est définie au niveau local ? », nous avons eu besoin d'une définition fonctionnelle de la radicalisation pour modérer notre analyse. L'un des problèmes majeurs avec le concept de la radicalisation est qu'il tend à fusionner un certain nombre de significations variées comme la désaffection, l'aliénation des jeunes, les contestations radicales, le fondamentalisme religieux, l'inclinaison à la violence. Or, pour des raisons analytiques, on devrait les garder distinctes<sup>4</sup>. De plus, l'étude de la radicalisation se focalise souvent sur l'individu et son groupe social, accordant peu d'attention aux circonstances politiques, sociales et économiques. Cela traduit une image de la radicalisation comme un processus individuel, voire même apolitique<sup>5</sup>.

Dans ce rapport, nous avons choisi de nous baser sur les définitions suivantes pour éviter de tomber dans le même piège conceptuel. Le mot « radical » fait référence à un corps de pensées ou d'actions qui diverge et défie le courant dominant. Un mouvement radical représente le changement. Le changement radical n'a pas toujours été considéré comme quelque chose de négatif. Comme l'affirme Jackson, un « radical » était tout simplement « un révolutionnaire qui cherchait à changer fondamentalement la société. Ce changement pouvait être réalisé à travers l'utilisation de moyens non-violents et démocratiques, ou de moyens violents et non-démocratiques »<sup>6</sup>. Le mot « radical » est ainsi spécifique au contexte. D'autres éruditions soutiennent une vision de la radicalisation comme un résultat des périodes de contentieux politiques<sup>7</sup>.

Dans la région d'Agadez, comme dans toute société, il y a des mouvements qui contestent le statu quo et qui offrent une vision alternative de la société idéale. Cette vision peut être ainsi qualifiée de radicale. Actuellement, le mouvement radical le plus organisé et le plus proactif dans la région d'Agadez est le mouvement *Izala* qui demande d'éviter l'innovation dans la pratique de l'islam et promeut une vision de la société basée sur la *charia*. *Izala* est l'acronyme pour *Jama'at Izalat al Bid'a Wa Iqamat al Sunna* (Groupe pour la suppression de l'hérésie et l'application de la *sunna*<sup>8</sup>).

Le mouvement *Izala* est aussi actif dans le nord du Nigéria. Mais, étant donné qu'il détient des pouvoirs politiques dans certains états, il n'y représente pas un mouvement radical bien que son influence ait appuyé la mise en œuvre de la *charia*, contrairement à ce qui se passe au Niger, où, aujourd'hui, sa vision de la gouvernance

de la société diffère radicalement de l'agenda du courant dominant. Dans la région d'Agadez, le fait que l'*Izala* soutienne l'adoption de la *charia* au Niger est donc considéré comme une position radicale.

Dans la revue de la littérature menée pour cette recherche, la radicalisation est définie comme un processus qui précède, mais qui ne conduit pas forcément, au terrorisme et à l'extrémisme violent. Même si nous pensons que la plupart des membres du mouvement *Izala* n'est pas en faveur de l'extrémisme violent, nous avons enquêté sur la possibilité que le radicalisme promu par ce mouvement puisse conduire à la participation ou au soutien de l'extrémisme violent. Cela est basé sur des connexions présumées entre le mouvement *Izala* et les groupes extrémistes violents.

Cependant, nous avons fait très attention à ne pas assimiler le radicalisme représenté par le mouvement *Izala* au Niger à celui du mouvement *Izala* en général, ou même à celui du salafisme. Ce dernier est un mouvement mondial mais possède une organisation libre. L'Arabie Saoudite est certes la forteresse du salafisme, ses dirigeants et scientifiques ne contrôlent pourtant pas tout ce que les autres salafistes font<sup>9</sup>. Une minorité (très visible) de salafistes compose les « salafistes djihadistes », ceux qui épousent le djihadisme et essaient d'imposer le salafisme par la force. Boko Haram dans le nord du Nigéria, Ansar Dine, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), le Front de libération du Macina (MLF) au Mali, Daesh (ou l'État islamique) et Al-Qaïda en sont des exemples.

## 1.2. Structure du rapport

La deuxième section décrit la méthodologie de la recherche. Dans les sections trois à six, nous avons décrit les résultats-clés de la recherche. Dans la section sept, nous avons présenté les acteurs-clés qui façonnent les récits et contre-récits sur la manière dont la société devrait être gouvernée, pourquoi le changement se passe et ce qui est bien pour le Niger. Nous avons en plus fait une brève description de leur interprétation de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Dans la section huit, nous avons décrit l'influence de la communauté internationale. Nos observations sur la manière dont les individus pensent que le changement peut se produire à Agadez sont présentées dans la section neuf. Pour terminer, nous avons fait une brève description de quelques résultats de l'analyse des réseaux d'influence.

---

4. Kundnani 2015

5. Sedgwick 2010, p.480

6. Jackson 2016

7. Bosi, Demetriou et Malthaner 2014

8. La « *sunna* » représente l'ensemble des individus qui suivent le Prophète Mohammed

9. <http://blogs.cfr.org/campbell/2017/01/27/salafism-in-northern-nigeria-beyond-boko-haram/>

# 2. Méthodes de recherche

Ce rapport propose une analyse qualitative basée sur des entretiens. La méthode d'échantillonnage repose sur le suivi des réseaux d'influence dans des groupes rassemblant, à notre avis, des personnes qui pourraient être favorables ou supporteurs des causes radicales. Ces groupes ont compris des Touaregs ex-rebelles, un mouvement salafiste, une confrérie soufie, des trafiquants/transporteurs, des commerçants, des groupes de jeunes (*fadas*), des acteurs de la société civile et des prisonniers. Les groupes ont été identifiés grâce à des consultations avec l'équipe lors d'un atelier sur la conception de la recherche (voir le tableau n°1 pour le nombre d'entretiens par réseau).

Nous avons cherché à comprendre comment les membres d'un réseau s'influencent les uns les autres. Par conséquent, nous avons demandé à chacun(e) de désigner la personne la plus influente pour lui(elle). Nous avons, par la suite, voulu interroger cette personne. Cela a permis à l'équipe de suivre les réseaux d'influence dans des groupes spécifiques de personnes.

Pour renforcer les données que nous avons collectées à travers cette approche dite « réseaux », les chercheurs ont identifié les autorités pertinentes (spirituelles, traditionnelles et les représentants de l'Etat) dans chaque localité que l'équipe a visitée. Nous avons interrogé ces autorités pour avoir une large perspective de la manière dont la radicalisation et l'extrémisme violent sont définis.

**Tableau 1: Nombre d'entretiens par réseau**

Réseau	Nombre d'entretiens individuels
Le réseau soufi	18
Le réseau salafiste	14
Ex-rebelles	19
Prisonniers	6
Fadas	6
Transporteurs	5
Commerçant	4
Acteurs de la société civile	3
<b>Total</b>	<b>75</b>

## 2.1. La collecte de donnée

Nous avons procédé à la collecte de données en deux phases entre septembre et novembre 2016 dans la région d'Agadez, comprenant la ville d'Agadez et cinq villages environnants (Gougaram, Iférouane, Mayatt, Tadag et Gofat). Au total huit chercheurs (six Nigériens et deux Européens) ont été impliqués, à divers degrés, dans la collecte de données.

**Tableau 2: Nombre d'entretiens par localité**

Lieu	Nombre d'entretiens
Agadez	44
Goffat	3
Gougaram	6
Iferouane	5
Mayatt	9
Tadag	6
Niamey	2
<b>Total</b>	<b>75</b>

Les interviewés ont été choisis en fonction de l'un des critères suivants : soit parce que nous les avons identifiés comme représentant un groupe particulier auquel nous avons voulu accéder, soit parce qu'un interviewé l'avait identifié comme une personne influente dans sa vie. L'échantillon est par conséquent non représentatif.

Nous avons demandé à chaque membre de réseau de donner le nom de deux personnes qui ont influencé sa vision de ce qu'est une société juste. Les personnes interviewées ont eu tendance à donner le nom de leurs aînés. Pour s'assurer que les interviewés comprennent à la fois des jeunes et des personnes âgées, nous avons demandé aux interviewés de donner également le nom d'une personne influente du même groupe d'âge qu'eux.

Beaucoup de chevauchements entre les réseaux ont été observés. Par exemple, des membres des ex-rebelles étaient aussi membres des réseaux soufi ou salafiste. Nous les avons catégorisés en fonction de la manière dont ils ont été présentés aux intervieweurs.

En plus des entretiens avec les membres des réseaux, nous avons conduit des entretiens et des discussions de groupes (FDG, en anglais) avec les autorités et les informateurs-clés. Les entretiens avec les autorités se sont focalisés sur leur compréhension de la radicalisation, de l'extrémisme violent et de leurs causes. Nous avons tenu des FGT dans les secteurs qui ont suscité une forte méfiance durant la recherche mais aussi dans ceux identifiés comme vulnérables à la radicalisation par le BIT tels que les quartiers Pays Bas et Tadress d'Agadez.

Au total, nous avons interviewé 75 membres des réseaux, 15 représentants des autorités (des deux systèmes traditionnel et étatique), effectué 5 FDG et conduit 4 discussions avec des informateurs-clés (voir le tableau n°3).

**Tableau 3: Types d'entretiens conduits**

Type d'entretiens conduits	Membres des réseaux	Autorités	Total
Entretiens individuels semi-structurés	75	15	90
Discussions de groupes	5	0	5
Discussions avec des informateurs-clés	4	0	4

Sur les 75 entretiens individuels, 55 ont été menés avec des hommes et 20 avec des femmes. 52 % de ces entretiens ont été menés avec des jeunes de 15 à 35 ans. L'âge médian de l'échantillon était de 35 ans. 66 % étaient des Touaregs. Le reste de l'échantillon était composé d'un mélange ethnique (10%). Les Haoussas (8%), les Toubous (4%), les Béribéris (4%), les Zarma (3%) et les Arabes (1%).

Nous avons utilisé le guide d'entretien que l'équipe de recherche avait développé de manière collaborative pour les entretiens avec les membres des réseaux. Pendant que nous développons le guide, nous avons discuté sur les traductions de certains concepts dans les diverses langues. Les intervieweurs ont été encouragés à approfondir certaines thématiques lorsqu'ils le jugeaient pertinent.

En demandant aux interviewés de donner le nom de deux personnes qui les ont influencés dans la formation de leur idée sur une société juste, il nous a été possible de suivre l'influence d'un réseau d'ex-rebelles à Iférouane et à Gofatt, un réseau de commerçants à Agadez, un réseau *izala* à Agadez et un autre réseau *tijania* à Agadez, ainsi que des réseaux *tijania* et *izala* à Mayatt et Taday. Un réseau était identifié comme « réseau d'influence » seulement si au moins quatre personnes interrogées étaient connectées entre elles par différents degrés d'influence. Dans les quartiers Pays Bas et Tadress d'Agadez, les gens se sont montrés très suspicieux par rapport aux chercheurs ce qui a rendu impossible d'y suivre un réseau. Quand nous avons essayé de suivre un réseau d'élèves filles *tijania* de l'un des très influents cheicks d'Agadez, les femmes se sont montrées très réticentes à nous parler. Nous n'avons

pas demandé aux prisonniers de nous dire qui pouvait les influencer. Nous leur avons plutôt expliqué l'objectif de la recherche puis demandé de nous donner le nom d'une personne influente dans leur vie et nous avons ensuite suivi ce lien. Un prisonnier que nous avons interrogé a donné le nom d'une personne se trouvant à Niamey.

## 2.2. L'analyse des données

Pendant tous les entretiens, les intervieweurs ont pris des notes dans la langue de l'interviewé. Des rencontres quotidiennes étaient tenues avec les membres de l'équipe pour discuter des réponses des interviewés et partager les expériences sur la manière de continuer les entretiens sur des thèmes sensibles à approfondir. Les notes d'entretiens ont, ensuite, été traduites en français en utilisant certains verbatims et un cadre analytique initial.

Tous les entretiens furent codés dans le logiciel d'analyse qualitative MaxQDA. Nous avons appliqué 101 codes différents à un total de 1 368 segments de texte. Les segments codés nous ont permis de focaliser l'analyse sur les thèmes les plus fréquemment soulevés durant les entretiens. Les variables telles que la langue, l'âge, le sexe mais aussi l'expérience de migration, nous ont permis de chercher le bon modèle reliant les facteurs individuels aux croyances exprimées.

Puis, nous avons examiné la propagation d'une perception particulière des récits pour voir s'il y avait un schéma particulier entre les réseaux ou les groupes démographiques. Si une perception était répétée plus de deux fois, elle était notée comme « quelques ». Si une perception était exprimée plus de cinq fois, elle était notée comme « plusieurs ». Si une perception était exprimée juste une seule fois et qu'elle était intéressante ou clarifiait les perceptions, nous l'avons également souligné dans notre analyse.

Quant au soutien de la *charia*, nous avons utilisé une analyse statistique de base pour comprendre si les caractéristiques démographiques mesurées étaient pertinentes dans la prévision de ce soutien.

## 2.3. Comment les mots les plus importants ont été traduits ?

Pendant le développement du guide d'entretien, l'équipe de recherche s'est entendue sur les termes français pour les concepts les plus essentiels de cette recherche. Les locuteurs des différentes langues les ont traduits dans les langues locales pertinentes.

Le concept de « société juste » a été utilisé pour accéder aux perceptions populaires de la société idéale. Cela fut très utile, surtout pour démarrer les discussions sur les caractéristiques d'une société que les individus préfèrent et aller ainsi au-delà des récits souvent présentés aux occidentaux et à ceux qui travaillent pour les organisations occidentales. Le concept de « société juste » est aussi un

concept-clé en islam. Nous avons pensé que ses différentes articulations pourraient nous aider à situer les individus par rapport à leur soutien d'une vision plus stricte de la société basée sur les lois islamiques.

Dans le premier pilotage de l'enquête, nous avons utilisé le terme « état laïc » comme une antithèse à « état islamique », mais la plupart des répondants ont eu du mal à articuler leurs points de vue sur la laïcité. Nous avons constaté que le « système occidental » portait beaucoup plus de relief pour les gens et fonctionnait comme une antithèse au « système islamique ». Pour beaucoup de Nigériens, le « système occidental » combine les concepts de laïcité et de démocratie, systèmes perçus comme émanant des pays occidentaux tels que les États-Unis et les pays européens, et soutenu par ces

pays. Comme le terme « occidental » a été utilisé dans les entrevues, il est utilisé tout au long de ce rapport comme les perceptions d'un système « occidental ». Les influences perçues des « occidentaux » sont également analysées. Nous reconnaissons que ce terme est problématique car il confond les différences entre les pays occidentaux et les occidentaux. Cependant, comme l'indiquent les traductions de « système occidental » en tamashek et haussa, des langages courantes utilisées au Niger, on entend par « système occidental » le système des « Blancs ». De même, l'utilisation du terme « système islamique » confond les différences et les nuances. Cependant, pour comprendre les perceptions des systèmes de gouvernance et l'attrait pour la *charia*, ces termes étaient utiles.

**Tableau 4: Les mots utilisés au cours des entretiens**

Langues	Concept	Mots utilisés	Traduction littérale
Hausa	Société juste	rayuwa ta adalci	La vie de la justice
	Société occidentale	Rayuwa nasara	La vie des Blancs
	Système islamique	Sharia	Charia
	Laïcité	kowa yayi addinin shi	Tout le monde fait sa religion
	Utilisation de la force	Aiki da karfi	Utilisation de la force
Tamashek	Société juste	Toumouksourt ta tizzilaghat/tagadala	La vie qui est droite
	Société occidentale	Sari wan koufar	L'affaire des mécréants
	Système islamique	Sari wan an neslam/ tarreyte tan niddin wa islim	L'affaire de l'islam / la voie de la religion islamique
	Laïcité	Tagharan n'ilghoukoum wour naha'idin	L'affaire de l'autorité dans laquelle il n'y a pas de religion
	Utilisation de la force	Igin nissaghat	Mettre la force

---

# 3. Résultat 1 : il n’y a pas de consensus autour de la signification de la radicalisation et de l’extrémisme violent

Ceux qui travaillent dans le programme de lutte contre la radicalisation dans la région d’Agadez reçoivent souvent des notifications des villages radicalisés et des jeunes à risque de radicalisation. Pendant cette recherche, il était donc important de savoir s’il y avait un large consensus sur la signification de la radicalisation entre les autorités et les acteurs de la société civile et de voir si ce qui est décrit comme « radicalisé » est compris de la même façon par ceux qui travaillent dans le programme PEV au Niger.

Nous avons directement demandé aux autorités locales (les chefs traditionnels, les représentants de l’État et les leaders de la société civile) de nous dire ce qu’ils comprennent par « radicalisation » et « extrémisme violent ». Au cours des entretiens avec les membres des réseaux, nous n’avons pas abordé la radicalisation directement pour éviter de polariser leurs réponses par rapport à leur préférence pour la *charia*. Lorsque la radicalisation et l’extrémisme violent ont été évoqués par les interviewés, nous leur avons demandé leur compréhension de ces deux concepts.

## 3.1. L’interprétation de la radicalisation à Agadez

Plusieurs interviewés assimilent la radicalisation à la violence, particulièrement au banditisme et au pillage. Elle est aussi associée directement aux trafics de drogues dans l’esprit de quelques répondants. La radicalisation est aussi perçue par deux interviewés comme une force de déstabilisation qui peut détruire la société. Un acteur de la société civile l’a décrite comme « un complot contre l’islam »<sup>10</sup>.

Les interviewés ont rarement dit que la radicalisation était enracinée dans les caractéristiques personnelles mais ont plus tenté de l’analyser sous l’angle de la politique et de la pauvreté. Plusieurs personnes interrogées ont décrit la radicalisation comme la conséquence du manque d’opportunités de gagner un revenu. Pour elles, si les groupes radicaux offrent aux pauvres ou aux sans-emploi 50 000 francs CFA (environ 76€), cela représente une opportunité<sup>11</sup> à saisir. D’autres ont décrit la radicalisation comme le résultat de la mauvaise gouvernance ou de l’incapacité de l’État à redistribuer les ressources au niveau local : « le problème de la radicalisation est lié à l’incapacité de l’État à transférer les ressources et permettre aux municipalités de développer leur propre plan de gouvernance locale »<sup>12</sup>. La radicalisation est aussi perçue comme le résultat d’un traitement irrespectueux des personnes, c’est ce qui amène les gens à vouloir se venger<sup>13</sup>.

---

10. Traduit du haussa. Interview avec un acteur de la société civile à Agadez.

11. Interview avec un représentant des autorités de Gougaram

12. Traduit du tamashek. Interview avec un ex-rebelle et ex-maire d’Agadez

13. Interview d’une femme d’un quartier d’Agadez

Une autorité a affirmé fermement que la radicalisation est « une manière de réagir »<sup>14</sup>, ce qui montre que le mot est utilisé pour décrire la confrontation ou le désaccord. Un autre répondant a expliqué que les gens qui ont vécu en Libye, une fois de retour, incitent les autres à prendre les armes pour déstabiliser un système qui ne protège pas leurs droits<sup>15</sup>.

Certains ont connecté la radicalisation à l'islam tout en étant clairs que l'islam n'était pas une source de radicalisation. Ils ont expliqué que cela était plutôt une interprétation restreinte ou une incompréhension de l'islam. Un acteur de la société civile a estimé que la question est mal placée dans le contexte nigérien : il pense que le concept de la radicalisation, et son association à l'islam par le monde occidental, est une construction hostile<sup>16</sup>. Cela fut souligné dans une définition de la radicalisation qui se focalise sur l'idée que des opinions et une vision fortes de la société (toutes deux considérées comme radicales) sont aussi une chose positive pour une société qui a besoin d'une telle vision<sup>17</sup>. Cela n'est pas assimilé à un rétrécissement de l'option de la violence.

### 3.2. Les interprétations de l'extrémisme violent à Agadez

Les notions de la radicalisation, de l'extrémisme ou de l'extrémisme violent sont entrelacées. Cela veut dire que l'extrémisme violent est appréhendé avec les mêmes facteurs politiques et de pauvreté qui sont utilisés pour expliquer la radicalisation. Le plus souvent, l'extrémisme violent est juste perçu comme un acte de violence ou un moyen de protéger les ressources précieuses par exemple les armes et la drogue. Ainsi, un trafiquant affirme :

« [...] l'extrémisme violent est l'action de prendre les armes pour défendre ses marchandises et ses passagers. On est obligé de prendre les armes pour se défendre parce que la route est en mauvais état. Tout le monde est armé. La route Libye - Agadez est très dangereuse, c'est pourquoi nous sommes armés. Depuis la chute du régime de Kadhafi, nous n'avons que très peu d'opportunités de faire passer des armes à la frontière [...] ».<sup>18</sup>

Pour refléter ce point de vue, un groupe de jeunes d'Agadez a qualifié d'extrémistes violents les criminels, en particulier les trafiquants ou les escrocs<sup>19</sup>.

Peu de personnes interrogées ont lié l'extrémisme violent aux groupes islamiques comme Boko Haram, l'État islamique ou MUJAO.

Pour certains, l'extrémisme violent est le symptôme d'un changement social profond. Pour un acteur de la société civile, l'extrémisme violent représente une déclinaison de la tolérance qui se manifeste par des actes de vandalisme et la destruction des bâtiments publics. Il affirme que c'est parce les jeunes ont perdu leur identité traditionnelle et leur culture, qu'ils se situent « entre deux mondes différents »<sup>20</sup>. Pour un autre acteur de la société civile, l'extrémisme violent est un moyen de dépasser les limites, de faire les choses qui sont interdites dans la société, d'adorer quelque chose jusqu'à ignorer les limites sociales.

Certains chefs religieux pensent que l'extrémisme violent est lié à certaines représentations de l'islam. Mais il est aussi souligné que cela n'est pas une interprétation toujours utile, ou même exacte, car il existe d'autres types d'extrémismes politiques ou culturels<sup>21</sup>. D'autres encore ont soutenu que l'islam était une façon d'empêcher les gens de poursuivre une vie de crimes et de violences, leur offrant ainsi un moyen de sortir de l'extrémisme violent.

### Implications et réflexions pour la programmation de PEV à Agadez

Une approche actuellement envisagée par les acteurs PEV au Niger consiste à mettre en place un « système d'alerte rapide » permettant aux acteurs locaux et aux autorités de surveiller les signes de radicalisation et d'extrémisme violent et de les signaler aux organisations travaillant sur les programmes de PEV. De telles variations dans l'interprétation de la radicalisation et de l'extrémisme violent rendent l'établissement d'un système d'alerte précoce difficile. Notamment, l'assimilation de la radicalisation au banditisme ou au pillage montre que le programme de PEV peut aboutir à la collecte d'informations sur les défis sécuritaires ou augmenter l'intolérance et le soutien des perceptions strictes de la société basées sur la *charia*. La compréhension de la radicalisation et de l'extrémisme violent peut être plus

14. « Une façon de réagir », *L'Observatoire religieux*, Agadez

15. « Ils ont dit que nous, en Libye, nous avons pris les armes contre l'Etat ce qui nous permet d'avoir des véhicules », une autorité traditionnelle de Gougaram. Traduit du tamashek.

16. Interview avec un acteur politique d'Agadez

17. Interview avec une femme du mouvement *Qaddriya* qui a participé à un camp de paix organisé par PCCN.

18. Traduit du tamashek. FGD avec une *fada* de fraudeurs de Toubou, à Agadez.

19. FGD avec un membre mâle d'une *fada* du quartier Pays Bas d'Agadez

20. Interview avec un activiste politique, à Agadez.

21. Interview avec *L'Observatoire religieux*, à Agadez

standardisée à travers les renforcements des capacités des autorités locales. Le danger d'utiliser un système d'alerte précoce basé sur les rapports des autorités est que ces dernières pourraient être perçues comme des complices de

la communauté internationale. Cela risquerait de conduire ceux qui soutiennent le changement ou l'extrémisme violent à agir secrètement.



---

# 4. Résultats 2 : La vision populaire d'une « société juste » inclut l'emploi, l'accès aux services de base et l'ordre

Avant de faire cette recherche, l'équipe pensait que demander à des gens d'exprimer leur compréhension d'une « société juste » permettrait de les classer en fonction de leur adhésion aux idéaux islamiques. Cette proposition faisait suite aux discussions entre l'équipe et le Professeur Maikoréma, un spécialiste de l'histoire de l'islam à l'université de Niamey. En fait, la vision la plus fréquente d'une « société juste » n'est pas forcément liée aux idéaux religieux mais plutôt aux opportunités d'emploi, aux sources de revenus et à l'accès aux services sociaux de base comme l'eau et l'électricité. La Libye d'avant la chute du régime de Kadhafi a été le plus souvent citée comme modèle d'une « société juste ». Quand nous avons demandé de dire ce qui la rendait juste, les interviewés ont décrit les opportunités et les services qui y étaient disponibles. Le régime de Kountché (1974-1987) a maintes fois été cité comme la période pendant laquelle la société nigérienne était la plus juste, y compris par ceux qui ne l'ont pas connu. Cela souligne la manière dont les gens se souviennent de cette période d'autoritarisme avec nostalgie. Les gens associent le règne de Kountché à la méritocratie, à l'absence de corruption, à l'état de droits et à l'ordre.

La vision d'une société juste définie par les personnes interrogées correspond aussi aux maux sociaux les plus couramment identifiés : chômage, corruption, pauvreté, criminalité et dégradation des valeurs sociales, comme le manque de respect pour les aînés et une plus grande acceptation de la promiscuité. Le chômage a été cité comme le problème le plus important dont souffre la société d'Agadez. Même si notre échantillon n'est pas

représentatif, il est important de noter que 9 % des interviewés se décrivent comme « chômeurs »<sup>22</sup>. Cela montre que la plupart des personnes travaillent mais que ce travail n'est pas une source de revenu stable comme celui d'un salarié. Cependant, cela souligne également qu'il y a une différence entre le type de chômage pour lequel les gens se lamentent dans la situation d'Agadez (ce qui signifie pour eux être fonctionnaire de l'État, d'une ONG ou d'une industrie) et la réalité de l'emploi qui est un ensemble très hétérogène d'entrepreneuriat, de travail flexible basé sur un projet ou bien probablement, d'activités illicites ou illégales identifiées comme un emploi.

## Implications et réflexions pour la programmation de PEV à Agadez

Les répondants n'ont pas défini une société « juste » en termes de système légal particulier qui serait régi par un ensemble de valeurs morales, mais en termes plus larges, en lien avec le développement.

Le résultat selon lequel la vision de la société juste n'est pas forcément inspirée des valeurs islamiques constitue un point d'entrée très important pour les programmes de PEV au Niger. Bien qu'il y ait une généralisation de la préférence du système islamique au système occidental (voir la section suivante), cette préférence pourrait être largement basée sur l'expérience que les gens font de la société dans laquelle ils vivent actuellement et perçoivent comme injuste. Ils perçoivent la société nigérienne comme une société à

---

22. Alors que ce taux de chômage semble bas pour le Niger, le chiffre officiel donné par l'OIT en 2014 est 5,1 %.

---

faible opportunités d'emploi, aux services sociaux de base insuffisants et à l'absence d'état de droit.

Bien que les programmes de PEV ne puissent vraisemblablement pas s'attaquer aux problèmes de chômage, de prestation de services et d'amélioration de l'état de droit, les acteurs PEV pourraient jouer un rôle important de sensibilisation pour montrer le besoin de mettre en place des programmes qui répondraient aux problèmes dans la région d'Agadez. Il est important de noter que le soutien de l'état de droits ne signifie pas un

simple renforcement de la présence de l'État à travers l'augmentation du nombre de policiers, de militaires et du personnel judiciaire. Une large approche consisterait plutôt à identifier les raisons pour lesquelles le système actuel est perçu comme injuste et à travailler pour faire face à ces injustices de manière systématique. Les acteurs PEV devraient renseigner l'élaboration et la mise en œuvre de tels programmes pour s'assurer que toutes les différentes religions en bénéficient.

---

# 5. Résultat 3 : Il y a une large préférence de la *charia* par rapport au système occidental

Dans les entretiens que nous avons conduits avec les membres des réseaux, nous avons exploré les pensées et les attitudes des gens par rapport au système occidental et au système islamique (qui est traduit par la « *charia* »). Nous leur avons demandé de nous donner les aspects positifs et négatifs de chacun de ces systèmes et de nous dire s'ils pensent que l'un ou l'autre pourrait résoudre les problèmes de la région d'Agadez. Lorsque les individus ont différencié l'état laïc du système occidental, nous avons aussi recueilli leurs perceptions des aspects positifs et négatifs du premier.

Bien que la majorité des gens pensent qu'il serait mieux de maintenir le système actuel, (qui est largement compris comme un système occidental) 45 % préféreraient la *charia*. En fait, la majorité des interviewés pensent que la *charia* est une force pour le bien. Relevons que certains de ceux qui perçoivent la *charia* comme une chose positive sont aussi conscients qu'il y aura des problèmes quand il s'agira de l'appliquer. Dans ce cas, nous avons classé ces interviewés comme « ne soutenant pas la *charia* » même s'ils étaient plutôt positifs sur les idées portées par la *charia*. Il convient de noter que les Nigériens ont déjà accès à la *charia* pour les questions familiales. Les citoyens peuvent porter leurs cas devant l'Association islamique du Niger ou choisir un *kadi* ou un juge islamique pour les représenter devant les tribunaux. Au cours des entretiens, nous avons demandé aux personnes interrogées si la *charia* pouvait traiter tous les problèmes auxquels est confrontée la société à Agadez, et pas seulement en ce qui concerne les questions familiales.

Le problème-clé qui est perçu dans le système occidental (qui veut dire état laïc et démocratique) est la facilité avec laquelle il peut être corrompu. Au Niger, l'achat des voix est une pratique courante durant les élections pendant que l'accès à la bureaucratie est contrôlé par un réseau de

personnes connectées<sup>23</sup>. Il y a une large perception selon laquelle l'augmentation de la corruption dans le secteur public est survenue avec l'avènement de la démocratie en 1990. C'est pourquoi la démocratie est directement associée à la corruption. Le régime de Kountché, quant à lui, est vu comme la période durant laquelle il n'y avait pas de corruption ni dans la fonction publique et ni dans l'application des lois.

Les interviewés perçoivent la démocratie comme un système qui permet la liberté mais ils affirment que cette liberté peut avoir des conséquences négatives. Par exemple, on abuse de la liberté d'expression. Les gens disent ce qu'ils veulent et peuvent devenir ainsi irrespectueux en toute impunité.

Pour beaucoup, le problème fondamental de la démocratie et de l'état laïc est qu'ils n'offrent pas de direction pour guider la morale des dirigeants, des décideurs et des responsables politiques. Le résultat est qu'ils prennent des décisions immorales qui contribuent à la création d'une société qui n'est pas en concordance avec les normes islamiques. Ainsi, un ex-rebelle qui a été sous la menace de l'État développe une image de ce dernier comme étant immoral.

Il y a aussi une représentation selon laquelle les lois sont faites dans les états laïcs pour protéger les riches et ceux qui détiennent le pouvoir. Certains interviewés ont peur que l'état laïc ne prenne possession de leurs terres. Il est important de noter la différence entre les critiques faites par la gauche à l'occident et la critique faite par l'islam. Pendant que la gauche situe les problèmes dans le système capitaliste, beaucoup de Nigériens interviewés pour cette recherche les situent, eux, dans la démocratie et l'état laïc.

D'autre part, la *charia* représente la morale, la justice et l'ordre. Fondamentalement, pour plusieurs personnes, la

---

23. Pour plus de détails sur l'analyse politique et économique des électeurs et sur le secteur de l'éducation, voir la série de briefing produite par ODI pour l'USAID en 2015 <https://www.odi.org/projects/2823-niger-political-economy-action-research>

---

*charia* représente la vérité et la voix de Dieu et elle semble être peu corrompible. Beaucoup d'interviewés pensent que, sous la *charia*, les dirigeants seraient plus responsables car ils seraient redevables devant Dieu. Ce point de vue a des implications profondes. Cela veut dire que la *charia* est perçue comme gage d'honnêteté politique, avec moins de discrimination et d'injustice mais avec aussi une meilleure redistribution des ressources, moins d'interférence des forces occidentales, et plus d'opportunités d'emploi et de respect des droits des pauvres.

La *charia* est également perçue comme étant susceptible d'augmenter l'ordre. Dans le système occidental, la sanction contre les crimes (la prison) est vue comme trop clémente. En revanche, celle sous la *charia* est très sévère mais nécessaire pour créer l'ordre. Les personnes interrogées pensent que des règles strictes de comportement et d'habillement pourraient produire un changement social positif qui comprendrait la disparition de la prostitution, de l'adultère et des vêtements indécents. En résumé, beaucoup de répondants imaginent que la *charia* est le système qui va résoudre les problèmes qui sont vécus à Agadez.

Pendant que certains pensent que la mise en œuvre de la *charia* pourrait causer des problèmes (comme cela s'est produit au Mali et au nord du Nigéria), pour d'autres, elle représente un moyen d'unifier le peuple. Beaucoup de personnes pensent que leur religion est une force pour la paix, la tolérance et la patience. Ainsi, ils font un portrait de l'application de la *charia* comme un moyen de bénéficier de ces aspects de l'islam.

De plus, plusieurs personnes interrogées affirment que les projets de développement peuvent améliorer certains aspects de la vie à Agadez, en particulier dans le domaine de l'éducation. Mais peu de personnes estiment que le système occidental peut résoudre les problèmes qui sont vécus dans la région d'Agadez parce que le système est corrompu à tous les niveaux et que le gouvernement ne peut pas être réformé. Une autre raison avancée est que le Niger n'évoluera jamais tant que les Blancs contrôleront les hautes sphères du pouvoir<sup>24</sup>. Ce manque de foi dans le système actuel, modelé pour incorporer les principes de laïcisme et le principe de gouvernance démocratique, à améliorer leur sort est énorme. Il s'oppose à l'espoir et l'idéalisme qui sont placés dans la vision d'un état islamique. Comme l'a décrit une femme du mouvement *Izala*, « si la *charia* était instaurée dans notre pays, nous ne verrions pas tous ces problèmes, les pauvres ne seraient plus lésés »<sup>25</sup>. En effet, à la question de savoir quels seraient les problèmes qu'un état islamique pourrait amener, plusieurs n'ont répondu aucun.

## Implications et réflexions pour la programmation de PEV à Agadez

Cette forte propagation du soutien de la *charia* confirme les résultats de l'enquête Afrobaromètre effectuée en 2013. Au cours de cette enquête, 67 % des Nigériens affirmaient qu'ils soutenaient l'adoption de la *charia* dans la constitution<sup>26</sup>. Beaucoup de commentateurs au Niger rejettent le soutien à la *charia* découvert pendant l'enquête comme réponse que les gens ont donnée parce que, en tant que musulmans, ils croient que c'est la « bonne » réponse. Dans notre recherche, ces réponses sont nuancées : les réponses sur les avantages et les désavantages de l'application de la *charia* indiquent que tous les soutiens ne puissent pas être rejetés comme une simple réponse acceptable socialement.

Ce niveau de soutien à la *charia* est-il quelque chose avec lequel les programmes PEV doivent s'engager ? En s'appuyant sur cette recherche et les enseignements tirés d'autres contextes, le soutien croissant à la *charia* doit être compris comme une contestation sur la façon de gouverner la société face à la désillusion croissante du système démocratique libéral occidental. La contestation sur la gouvernance doit se faire dans toutes les sociétés qui fonctionnent. Travailler à la supprimer produira des récits plus extrêmes.

Dans le nord du Nigéria, la propagation du soutien de l'adoption de la *charia* et les activités politiques du mouvement *Izala* avait eu pour conséquence la mise en œuvre de la *charia* dans plusieurs états. Certains états ont complètement adopté la *charia*, y compris les lois contre les criminels. D'autres, par contre, l'ont seulement adoptée pour les questions liées au statut personnel. C'est dans ces derniers états que Boko Haram a été le plus actif. Là, il y a une idée populaire, répandue par Boko Haram, que la instituée dans le nord du Nigéria ne représente pas le vrai islam.

Le niveau de soutien de la *charia* parmi les gens qui ont participé à l'enquête Afrobaromètre et celui reflété par notre recherche dans la région d'Agadez indiquent qu'il y a une demande de changement dans la façon dont la société est gouvernée. Ainsi, si rien ne se produit à court terme, ceux qui ont soif de changement risquent de se tourner vers des groupes qui offrent l'application immédiate de la *charia*, à savoir : les groupes djihadistes tels que Daesh ou Boko Haram. C'est une des raisons pour lesquelles les populations locales sont parfois prêtes à accepter la violence de ces groupes.

---

24. Interview avec un membre d'*Izala* à Mayatt. Traduit du tamashek.

25. Interview avec une étudiante d'*Izala*, à Agadez.

26. Pour une analyse des ces résultats, voir Tidjani Alou et Moumouni Adamou, 2015.

---

# 6. Résultat 4 : Les facteurs individuels ne sont pas pertinents pour l'identification des groupes « à risque »

L'un des objectifs principaux de cette recherche était d'identifier les facteurs individuels et structurels qui risquent de radicaliser les gens. Par facteurs individuels, nous faisons référence à l'âge, l'origine ethnique, le chômage, le niveau d'éducation, l'endettement et le degré d'exposition aux autres sociétés et cultures. Nous avons identifié ces facteurs individuels parce que le programme PEV au Niger a été conçu avec l'hypothèse que ces facteurs rendent les personnes vulnérables à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Par facteurs structurels, nous faisons référence à la stratification du système socioéconomique (comment la richesse et le pouvoir sont distribués) et les autres exemples en lien avec les relations intergroupes par exemple la relation entre l'État et les citoyens. Nous nous sommes focalisés sur les facteurs structurels comme une cause probable en nous basant sur notre revue de littérature.

Dans la région d'Agadez, nous avons trouvé peu de preuves de la propagation du recrutement des jeunes par les groupes extrémistes. C'est pour cette raison qu'il a été difficile d'avoir accès aux individus qui les avaient rejoints ou ceux qui connaissaient des gens embrigadés. Les personnes interrogées ont exprimé un large soutien à la *charia*, ce qui représente une position radicale par rapport à l'agenda et au courant politique actuel du Niger.

Dans cette recherche qualitative, les chiffres ne sont indiqués qu'à titre indicatif et ne sont en aucun cas représentatifs. Comme nous avons spécifiquement visé les groupes qui sont perçus comme rassemblant des gens susceptibles de se radicaliser, l'ensemble de ces données est fortement biaisé. Néanmoins, il est utile d'examiner les données au niveau individuel pour voir si des modèles émergent.

Il y a une compréhension générale selon laquelle les jeunes sont les plus susceptibles de soutenir la mise en œuvre de la *charia*. Nos données confirment cette perception. En effet, 59 % de ceux qui soutiennent la *charia* sont âgés de moins de 35 ans comparativement aux 46 % qui ne la soutiennent pas. Toutefois, nous devons être prudents et ne pas associer le soutien de la *charia* comme étant exclusivement lié à la jeunesse.

L'âge médian de ceux qui soutiennent la *charia* est de 35 ans, contre 38 ans, l'âge médian de ceux qui ne la soutiennent pas. Cela montre que la tranche d'âge dans les deux groupes est assez semblable. Selon l'étude Afrobaromètre menée en 2013, le groupe d'âge 18-35 est celui qui regroupe le plus grand nombre de gens qui soutiennent la *charia* tout comme ceux qui ont 56 ans et plus.

Nous avons également examiné la répartition ethnique de ceux qui soutiennent la *charia* et ceux qui ne la soutiennent pas. Les deux groupes sont dominés par les Touaregs, ce qui contredit l'idée populaire selon laquelle ils sont réticents à l'application de l'islam sous sa forme stricte. Les Haoussas interrogés soutiennent aussi la *charia*. Toutefois, comme nous n'avons interrogé que 5 Haoussas au total, nous restons donc très prudents par rapport à cette lecture. Parmi les Touaregs qui soutiennent la mise en œuvre de la *charia*, le clan des Kel Tedele est fortement représenté. Là encore, nous restons prudents dans notre lecture parce que nous n'avons choisi que deux villages où vivent les Kel Tedele mais également un groupe *izala* très actif.

Dans la catégorie de ceux qui soutiennent la *charia*, les membres des réseaux religieux prédominent. Toutefois, c'est proportionnellement plus d'izalistes que de tijjanistes/qaddriystes qui soutiennent la *charia*.

Parmi ceux qui se sont identifiés comme étant sans-emplois, il y a proportionnellement moins de gens qui supportent la *charia* par rapport à ceux qui se décrivent comme ayant un emploi. Toutefois, le total de ceux qui sont au chômage est faible (n=7) donc il est difficile de tirer des conclusions à partir de cette observation. Des données supplémentaires d'autres localités pourront apporter plus d'informations sur le lien entre le chômage et le soutien à un changement radical.

Nous ne pouvons pas faire de déductions par rapport au lien entre le niveau ou le type d'éducation et le soutien de la *charia* en se basant sur les données que nous avons collectées. Il n'y a pas assez de données pour tirer des conclusions. Toutefois, nous pouvons faire des observations qui pourront être renforcées par les données d'autres régions. Conformément aux résultats de l'enquête Afrobaromètre nous avons trouvé soutien plus fort pour la *charia* parmi ceux qui ont assisté à l'école *coranique* que parmi ceux qui ont assisté aux écoles formelles.

Les acteurs PEV considèrent généralement que l'existence d'une dette peut rendre les individus vulnérables à la radicalisation et à l'extrémisme violent, car les dirigeants de groupes radicaux peuvent offrir de l'argent en échange de l'adhésion à leur système de croyances. Nous n'avons pas trouvé de preuves solides pouvant justifier qu'une histoire d'endettement puisse prédire le soutien à un changement radical.

Finalement, le fait d'avoir passé du temps en Libye n'est pas aussi un bon indicateur de soutien de la *charia*. Parmi ceux qui soutiennent la mise en œuvre de la *charia*, 24 % avaient été en Libye pour travailler ou étudier contre 34 % qui ne soutiennent pas sa mise en œuvre.

## 6.1. Qui est identifié comme étant à « risque » par les personnes qui vivent dans la région d'Agadez ?

En plus d'avoir mesuré le lien entre les facteurs individuels et le soutien à la *charia*, nous avons également demandé aux personnes interrogées de nous dire ce qui rend la personne « à risque » face à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Une variété de facteurs possibles a été donnée.

Quelques interlocuteurs ont lié la radicalisation avec l'analphabétisme ou les interprétations d'islam qui avait été influencé par des périodes à l'étranger. Dans la plupart des cas, ces interlocuteurs décrivaient les gens qui avaient adopté le salafisme et ils ont égalisé ceci avec la radicalisation.

Comme discuté dans la section 3, les personnes interrogées tendent à égaliser l'extrémisme violent aux activités criminelles. C'est pourquoi, une grande partie de leur analyse de la radicalisation et de l'extrémisme violent correspond en fait à ce qui conduit les gens à mener des activités criminelles.

Les personnes interrogées citent fréquemment la pauvreté non seulement comme un défi majeur dans la vie mais aussi comme une source de déception, de désillusionnement. La possibilité de trouver une issue de sortie est difficile dans un État qui en offre peu. L'exposition aux opportunités criminelles (en regardant comment les autres se font de l'argent en s'impliquant soit dans des activités illicites ou à travers les frontières libyennes) est plus souvent citée comme un facteur de risque. Les répondants soutiennent que les jeunes sont beaucoup attirés par les réseaux de trafics d'armes grandissants<sup>27</sup>. Une personne interviewée affirme qu'Agadez pourrait, en théorie, être une terre fertile pour Boko Haram à cause du chômage<sup>28</sup>.

Respecter les pressions familiales et les attentes culturelles est considéré comme un défi pour les garçons qui sont censés, même à un jeune âge, soutenir leurs parents en, par exemple, couvrant les frais médicaux de la famille<sup>29</sup>. En période de vaches maigres, a expliqué un répondant, les familles sont disposées à fermer les yeux sur la façon exacte dont leurs fils parviennent à obtenir de l'argent.

La paupérisation et l'augmentation du matérialisme (la pression de posséder un smartphone, célébrer de grandes cérémonies de mariage) semblent laisser deux choix : soit s'engager dans des activités illicites soit suivre un enseignement religieux qui exhorte la contention matérielle et souligne que l'humilité matérielle est préférable. Le mouvement *Izala* rejette ainsi les célébrations somptueuses des mariages qui engendrent beaucoup de contraintes financières.

Aucun des interviewés n'a affirmé qu'il a subi une pression de la part de son créancier mais plusieurs affirment que certains prennent des mesures extrêmes allant jusqu'à s'engager dans des activités criminelles<sup>30</sup>, quitter le pays ou bien donner leurs filles en mariage<sup>31</sup>. Personne n'a donné l'exemple d'une personne qui a rejoint un groupe extrémiste afin de rembourser sa dette.

Le quartier Pays Bas, là où des jihadistes seraient restés en 2013 avant de lancer une attaque contre une caserne militaire, est décrit par un répondant non pas comme un nid d'extrémisme mais comme un nid de pauvreté et des crimes qui lui sont associés. Une des personnes interrogées

27. Interview avec un transporteur toubou, à Agadez.

28. Interview avec un activiste politique, à Agadez.

29. Interview avec une activiste politique, à Agadez.

30. Interview avec un ex-rebelle, à Iférouane.

31. Interview avec *Izala* Imam, à Agadez.

a dit que les femmes sont poussées dans la prostitution pour gagner leur vie auprès des étrangers qui veulent obtenir des informations sur le quartier. Ces informations sont ensuite transmises à un chef de gang, on pense qu'il est basé à l'étranger, pour lui permettre de mieux attirer ses proies par exemple par le vol<sup>32</sup>. Au cours d'une discussion de groupe avec les femmes du quartier Pays Bas, elles ont vite souligné que le risque de radicalisation ne concernait pas seulement les jeunes. Etre injustement incarcéré a été présenté comme un facteur qui fait que les gens se tournent contre l'État<sup>33</sup>.

Certains des facteurs structurels présentés comme des facteurs qui conduisent les jeunes à l'extrémisme violent par les personnes interviewées représentent l'opposé de ce que les gens ont décrit dans leur vision d'une « société juste ». En d'autres termes, les caractéristiques d'une société injuste ont également été citées comme des raisons pour lesquelles les gens sont attirés par l'extrémisme violent.

## 6.2. Ceux qui soutiennent la *charia* sont-ils plus susceptibles de soutenir l'extrémisme violent ?

Bien que les groupes d'extrémisme violent promeuvent la mise en œuvre de la *charia*, il n'y a aucune preuve que les répondants qui la soutiennent soient susceptibles d'utiliser la force pour la mettre en œuvre. Au cours de la deuxième phase de la collecte de données dans les villages de Mayatt et Taday et le quartier Pays Bas, à l'exception d'un interviewé, tous les autres étaient contre l'utilisation de la force pour inciter à l'adhésion à la *charia*. L'exception était une femme de 80 ans qui suit la tradition *tijjania* : elle recommande d'utiliser la force en cas de non-adhésion à la *charia*.

Certaines personnes interrogées ont exprimé leur méfiance envers les *izalas*. Ils estiment qu'ils ont des liens avec des groupes extrémistes et qu'ils autorisent les membres des groupes terroristes à venir prêcher dans leurs mosquées. Il est difficile de contredire cette accusation. À Mayatt et Taday, les interviewés n'ont pas rapporté que des étrangers venaient prêcher dans leurs mosquées. À Mayatt, un interviewé a parlé d'un étranger qui prêchait et il s'est avéré que c'était un imam de la confrérie *tijjania* d'origine malienne qui était venu à Mayatt douze années auparavant. À Taday, le mouvement *Izala* a essayé de recruter un imam de l'extérieur de la communauté avec peu de succès jusqu'ici. Un imam ghanéen est venu à Taday en 2015 mais est reparti trois mois plus tard. À Agadez, une ville pleine d'étrangers, il est n'est pas surprenant de

les voir se joindre à la prière dans différentes mosquées. L'accusation de certains groupes acceptant la présence d'étrangers est également bidirectionnelle. Le personnel du programme PEV peut être aussi perçu comme des étrangers qui viennent dans les villages et qui ne veulent (actuellement) parler qu'aux représentants des réseaux de *Tijjania* et *Qaddriya*.

Aucun des membres du réseau *Izala* que nous avons interrogé ne soutient la mise en œuvre de la *charia* par la force. En outre, plusieurs acteurs influençants des réseaux auxquels nous avons eu accès s'opposent catégoriquement à l'usage de la force. Pour eux, la force contredit l'islam et plusieurs ont critiqué l'usage de la violence par le groupe extrémiste Boko Haram. Certains préfèrent utiliser les moyens politiques tels que le référendum pour prendre une décision sur la mise en œuvre de la *charia*, ils disent par exemple :

« [...] En islam, il est interdit d'utiliser la violence. C'est à travers l'éducation que nous pouvons établir un système mais pas par la force. Pour implanter ce système, nous avons besoin de rassembler tout le monde (les femmes, les hommes, les chefs, les associations religieuses) et tenir un référendum. Si la majorité est d'accord, on peut appliquer la *charia*. C'est dans le domaine de l'éducation seulement qu'on peut utiliser la force. Les gens doivent être éduqués pour mettre en place un système. C'est le manque d'éducation qui a engendré la rébellion. »<sup>34</sup>.

Cette citation d'un représentant du mouvement *Izala* exprime d'autres sentiments similaires qu'a repris un autre répondant. Ils doivent être remis dans leur contexte. Les *izalistes* qui expriment ce point de vue sont désireux de réfuter la vision de leur mouvement en tant que mouvement islamiste. Ils sont donc prêts à consacrer du temps à expliquer le mouvement à une équipe de chercheurs liée à une agence américaine. Aucun des membres du groupe *Izala* interrogé pour cette étude n'a exprimé des points de vue radicaux, mais l'un des membres éminents reconnaît que certains *izalistes* sont très provocateurs. C'est pourquoi le mouvement n'est pas homogène et s'est, par conséquent, divisé plusieurs fois depuis son émergence pendant les années 1990. Les membres du groupe *Izala* sont reconnus pour être parfois très agressifs lors des débats sur les mouvements religieux et sont accusés d'utiliser la violence pour protéger leur espace de prière dans leurs mosquées à Dogondoutchi, dans la région de Dosso<sup>35</sup>.

32. Interview avec un représentant de l'autorité, à Agadez.

33. FDG avec une *fada* féminine, Pays Bas, à Agadez.

34. Membre masculin influençant du groupe *Izala*, à Mayatt.

35. Masquelier, 2009

---

Un membre éminent izariste affirme qu'il y a une forte possibilité que des associations voient le jour dans les années à venir au sein du mouvement s'il n'y a pas de progrès significatif par rapport à la mise en œuvre de la *charia*. L'idée que la *bidâa* (les innovations dans les pratiques islamiques) est dangereuse et a le pouvoir de dissoudre et détruire la *sunna* (ceux qui suivent le prophète Mohammed) est un concept de base. Cette croyance nourrit les récits par rapport au besoin de prévenir la *bidâa* et assurer la survie de la *sunna* comme l'avait recommandé le prophète Mohammed. Pour ce faire, il faut être intolérant envers ceux qui ne suivent pas le salafisme.

L'imam de la grande mosquée d'Agadez était très clair par rapport au besoin d'une approche à long terme de mise en œuvre de la *charia*. Il pense qu'elle peut être effectivement mise en œuvre en dix ans.

## Implications et réflexions pour la programmation de PEV à Agadez

Un des défis pressants pour le programme de contre-radicalisation est de trouver un meilleur moyen d'identifier les communautés ou les individus à « risque » et de décider des mesures pour endiguer ce risque. Alors, comment peut-on définir le risque et le degré auquel la personne est « à risque » ?

Souvent, les indicateurs utilisés pour définir les facteurs de risque sont en corrélation avec une radicalisation accrue. La pauvreté est souvent en corrélation avec l'augmentation du soutien aux idéologies radicales. En utilisant ce point de départ, une personne pauvre peut être identifiée comme étant plus à risque de développer des croyances radicales. Toutefois, puisqu'il y a une multitude de programmes de développement qui s'intéressent à la pauvreté, le programme de contre-radicalisation ciblant les groupes classés « à risque » sont généralement axés sur la lutte contre les messages radicaux plutôt que sur le facteur qui a rendu ce groupe vulnérable à la radicalisation. Le second défi de cette approche est que, comme nous savons que la pauvreté n'est pas une cause directe de l'extrémisme, l'utiliser comme indicateur de risque peut entraver la recherche de la cause réelle.

Les résultats de cette recherche montrent que les facteurs individuels ne sont pas pertinents pour identifier les groupes « à risque ». L'analyse des facteurs individuels et le soutien à la *charia* démontre une immense diversité d'individus qui soutiennent la *charia*. Ce soutien est plus observé parmi les jeunes et parmi les réseaux religieux, particulièrement le réseau *Izala*. L'analyse des représentations locales montre que les individus tendent plus à identifier les facteurs structurels plutôt

que les facteurs individuels comme facteurs de risque de radicalisation et d'extrémisme violent.

Ce résultat est confirmé par des études récentes sur la radicalisation. En utilisant la politique australienne de lutte contre la radicalisation comme un cas d'étude, Aly affirme que « la vulnérabilité à la radicalisation ne peut pas être prédéterminée »<sup>36</sup>. Malgré cela, la réponse politique continue d'être encadrée par une combinaison d'hypothèses erronées sur la vulnérabilité individuelle et communautaire, plutôt que de se concentrer sur les contextes et paramètres dans lesquelles les gens se radicalisent. En outre, Aly affirme que l'utilisation des indicateurs de risque a produit:

*« [...] une réponse politique qui permet d'identifier les individus et les groupes comme la base du programme de développement élaborée pour faire face à l'extrémisme violent. Ainsi, ce programme est resté focalisé sur des groupes (les musulmans, les Somaliens, les Afghans, les CALD, les ethnies, la diversité culturelle, les réfugiés, etc.) au lieu de désamorcer les contextes, les situations et les opportunités qui sont présentés comme susceptibles de supporter les paramètres et mécanismes desquels ces paramètres découlent [...] »<sup>37</sup>.*

Cela est une idée indispensable pour le programme PEV qui travaille au niveau communautaire. Dans le contexte nigérien, cela pourrait vouloir dire que l'élaboration du programme doit reconnaître que la prévention de la radicalisation ne peut pas se faire en visant des groupes, elle doit se faire avec un effort de développement beaucoup plus large qui prend en compte les facteurs structurels.

Il est aussi indispensable d'examiner les motivations qui sous-tendent ceux qui sont étiquetés comme étant à risque. Le terme est souvent utilisé pour qualifier des groupes ou des individus politiquement gênants.

Ainsi, dès que cette étiquette est utilisée, elle suscite un ensemble de questionnement : dans quelle perspective quelqu'un peut-il être déclaré comme étant « à risque » ? Dans quelle mesure le fait d'être identifié comme étant « à risque » est utilisé pour désigner les personnes qui expriment des critiques envers le gouvernement ou l'ordre socio-économique actuel ?

---

36. Aly, 2015

37. Aly, 2015

---

# 7. Les acteurs-clés qui façonnent les récits et les contre-récits

## 7.1. Les représentants de l'État

Les représentants de l'État incluent les fonctionnaires, les membres des forces militaires et les représentants élus. Ces derniers sont largement perçus comme corrompus, particulièrement ceux qui ont accès aux ressources au niveau communal, départemental et national. Toutefois, le système de patronat est actuellement assez large pour permettre à ceux qui ont de l'influence d'en bénéficier à divers degrés. Les Nigériens perçoivent ce système comme moralement corrompu mais dans la plupart des cas, les circonstances économiques font qu'ils y participent<sup>38</sup>.

Les représentants de l'État décrivent les membres du mouvement salafiste comme une menace provenant de l'extérieur du Niger. Les migrants de retour de Libye et ceux qui ont étudié en Arabie Saoudite sont perçus comme ceux qui apportent de nouvelles formes de pratiques de l'islam. Un représentant de l'État à Iférouane a dit par exemple que « nous ne pouvons pas accepter que les migrants de retour nous inculquent leurs idées. Nous leur avons même interdit la prière de 13h »<sup>39,40</sup>.

Selon plusieurs représentants de l'État, la solution serait de renforcer le régime de lois et d'accueillir chaleureusement la forte présence militaire nigérienne et étrangère.

## 7.2. Les autorités traditionnelles

Les autorités traditionnelles sont les chefs de village ou de quartier, les aînés et le sultan. Les chefs font partie de l'administration de façon formelle et sont payés par le ministère de l'Intérieur mais ils sont perçus comme formant une hiérarchie à part qui existent parallèlement à la hiérarchie étatique. La chefferie reste un système héréditaire. Etant donné que les Touaregs sont, historiquement, le groupe ethnique le plus important dans la région d'Agadez, ils continuent de dominer l'autorité<sup>41</sup>. Le système héréditaire chevauche souvent avec l'administration. Les membres de la famille royale détiennent des postes à responsabilité au niveau local et dans plusieurs domaines<sup>42</sup>. Plusieurs chefs sont rattachés à un parti politique et travaillent pour influencer les élections locales et présidentielles<sup>43</sup>.

Plusieurs autorités traditionnelles décrivent la radicalisation comme résultant d'une influence externe qui est en train d'avoir un effet sur les jeunes. Alors que toutes les autorités traditionnelles que nous avons interrogées pour cette recherche sont membres de la confrérie soufie, certains ont répondu à l'appel du salafisme et admettent qu'ils ont changé leur mode de vie en raison de l'influence des membres d'*Izala*.

---

38. McCullough, Harouna et al., 2016.

39. Traduit du tamashek. Interview avec un représentant de l'autorité à Iférouane. La pratique de la prière de l'après-midi à 13 heures plutôt qu'à 14 heures est promue par *Izala* et s'est avérée être un point de division pour certains. Des combats ont éclaté entre *izalas* et soufis à travers le Niger sur cette question.

40. Un représentant de l'autorité à Iférouane

41. Dans les communautés touboues et peules, le chef sera de ce groupe ethnique. Mais, étant donné que les Touaregs représentent la majorité dans la région d'Agadez, la plupart des chefs sont touaregs.

42. McCullough, Harouna et al., 2016.

43. Younoussi, 2015; Issaley et Olivier de Sardan, 2015; McCullough, Harouna et al., 2016.

### 7.3. Les imams soufis

Les courants dominants dans la région d'Agadez sont les confréries soufies *Tijjania* et *Qaddriya*. Plusieurs marabouts traditionnels (les imams soufis ou les leaders religieux) adhèrent à l'une de ces traditions<sup>44</sup>. La confrérie *Qaddriya* a une forte histoire en lien avec l'État. Elle contrôle l'Association islamique du Niger (AIN) qui fut instituée par Kountché en 1970 pour promouvoir la culture et l'idéologie islamiques. Toutefois, Kountché s'est assuré que les marabouts influents soutiennent l'État<sup>45</sup>. La composition de l'Observatoire reflète la prédominance de la *Qaddriya*. Le secrétaire général et le président de l'Observatoire religieux sont tous les deux de la *Qaddriya*.

Les marabouts traditionnels sont étroitement liés aux autorités traditionnelles. Dans plusieurs réseaux auxquels nous avons eu accès dans le cadre de cette recherche, les marabouts locaux et les chefs de quartiers sont décrits comme des personnes influentes l'une par rapport à l'autre. Le système de marabout traditionnel est héréditaire avec des membres de ces familles qui voyagent à travers les régions ou des pays pour assumer des postes de responsabilités. Les marabouts sont fréquemment alignés aux partis politiques et apportent leur soutien à un candidat à travers la proclamation de *fatibas*<sup>46</sup> pour ouvrir ou clore les réunions politiques d'un candidat, par exemple.

La confrérie soufie se positionne comme la forme d'Islam traditionnel qui promeut la modération. Ils décrivent le mouvement salafiste comme étant « étranger » au Niger. Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, la prédominance de la confrérie *Tijjania* est relativement récente au Niger. Les deux mouvements ont émergé pendant le XIX<sup>e</sup> siècle mais a été largement adopté au Niger dans les années 1950-1960. Depuis le début des années 2000, il y a des tensions entre les confréries *Tijjania* et *Qaddriya* à Agadez. Ainsi, leur positionnement en tant que forme traditionnelle de l'Islam pourrait être interprété comme un acte politique.

### 7.4. Les imams salafistes

Le mouvement *Izala* est le mouvement religieux le plus actif dans la région d'Agadez. Ses activités ont commencé dans la région d'Agadez au milieu des années 1990 et ont progressivement marqué leur présence dans la ville d'Agadez et un peu partout dans la région. Il y a actuellement quatre associations *izala* qui sont présentes dans la ville d'Agadez mais c'est *Al Sunnite Wal Jama'ah* qui est la plus active. Elle dirige la grande mosquée et une

école *coranique* à Agadez qui compte à peu près 1 200 élèves. *Al Sunnite wal Jama'ah* fait de la sensibilisation et apporte son soutien à la communauté *izala* dans la région d'Agadez. Pendant que leur force et leur influence augmente, ces associations n'ont pas le même lien, la même représentation, avec les structures traditionnelles et étatiques que les mouvements *tijjania* et *qaddriya*.

Le mouvement *Izala* est peut-être le mouvement le plus actif dans la promotion de la *charia*. En faisant cela, il conteste le statu quo. Non seulement les idées promues par *Izala* contestent les structures politiques et économiques actuelles, mais aussi leurs activités constituent une menace pour les défenseurs du statu quo de plusieurs manières.

Tout d'abord, les imams *izala* attaquent directement la confrérie soufie en accusant leurs pratiques d'être non-islamiques mais plutôt basées sur des croyances superstitieuses. Le mouvement taxe les *malams* (version haoussa du mot arabe *moalem* qui veut dire « enseignant ») ou les marabouts traditionnels d'être ignorants de l'arabe et d'utiliser l'islam pour exploiter les gens<sup>47</sup>. Le mouvement rompt avec la tradition héréditaire de la confrérie soufie dans laquelle seuls les membres d'une famille de marabout peuvent devenir des imams. Dans le mouvement *Izala*, il y a des critères bien définis pour être imam comme les compétences académiques en études islamiques avec une place privilégiée accordée à ceux qui ont étudié en Arabie Saoudite.

Deuxièmement, le mouvement reproche à l'État nigérien d'être très corrompu, non-islamique et contrôlé par les forces occidentales. Dans le mouvement *Izala*, les affiliations politiques ne sont pas permises. Cela permet à l'imam d'être critique envers les représentations politiques au niveau local.

Troisièmement, le mouvement offre à ceux qui ont étudié en Arabie Saoudite l'opportunité d'enseigner et non à ceux qui ont étudié dans les universités d'État perçues comme influencées par le système éducatif occidental.

Il y a plusieurs histoires de conflits entre le mouvement *Izala* et la confrérie soufie dans la région d'Agadez. Par exemple, lors de l'une des activités de construction de la paix organisée par l'Observatoire religieux, il y a eu un sermon au cours duquel toutes les associations ont été invitées à prier ensemble afin de promouvoir l'unité. Les membres du mouvement *Izala* ont préféré ne pas prier avec les marabouts soufis car ils pensaient qu'ils ne suivaient pas les bonnes procédures d'ablution et se sont ainsi abstenus. En réponse, l'Observatoire religieux a encouragé les

44. Le terme « marabout » est utilisé à travers l'Afrique de l'ouest. Il décrit généralement un imam soufi mais peut également s'appliquer à un chef religieux ou un érudit.

45. Sounaye, 2007.

46. *Surah al-Fatihah* est la première sourate du *coran*. Elle est souvent utilisée pour ouvrir des prières ou lors de fonctions spéciales de la vie islamique.

47. Cette affirmation est basée sur les travaux de Abdoulaye Sounaye (2016) Adeline Masquelier (2009) et les entretiens avec des informateurs clés conduit à Agadez.

---

adhérents au soufisme à aller dans les mosquées *Izala* et à les coloniser.

Plusieurs autorités touaregs ont affirmé qu'elles ne pouvaient pas accepter le mouvement *Izala* parce qu'elles ont leurs propres traditions et voies de pratique de l'islam. Cette recherche démontre le contraire. Alors que les commerçants haoussa prédominaient le mouvement *Izala* à ses débuts dans les années 1990 et 2000, le mouvement est maintenant aussi populaire dans les quartiers et villages touaregs de la ville d'Agadez. Dans les zones rurales, le mouvement *Izala* a pris de l'ampleur dans certains clans touaregs.

## 7.5. Les groupes ethno-nationalistes

Entre 2007 et 2008, les Touaregs du nord ont contesté la manière dont les politiques publiques étaient définies dans la région d'Agadez et exigé une meilleure redistribution des ressources. La révolte touareg a été particulièrement significative pour les jeunes au nord d'Agadez. Selon les documents d'USAID, 75 % des combattants touaregs étaient des jeunes hommes de Gougaram et d'Iférouane<sup>48</sup>.

La rébellion a pris fin avec un accord de paix par lequel un petit groupe de combattants touaregs a obtenu des hautes positions dans le gouvernement. Ces positions comprenaient la position de premier ministre, de responsable du ministère de l'extérieur et du haut-commissariat à la consolidation de la paix. Bien que peu de changements ait vu le jour dans la vie quotidienne de plusieurs ex-rebelles, il y a une perception répandue selon laquelle le premier ministre, qui est originaire d'Iférouane, travaille pour protéger les intérêts des Touaregs au plus haut niveau. Plusieurs ex-rebelles interrogés dans le cadre de cette étude ont décrit la rébellion comme étant très coûteuse avec peu de bénéfices tangibles. Un des membres du réseau *Izala* à Tadagg, également ex-rebelle, a expliqué comment le salafisme lui a montré que l'islam est la seule voie pour parvenir à une société juste et que les révolutions n'aboutissent à rien<sup>49</sup>.

Avec l'augmentation de l'accès des Touaregs aux structures du pouvoir, il y a certaines agitations au sein de la communauté touboue, particulièrement ceux qui proviennent de Tibesti et qui vivent dans le nord-est du Niger. La récente migration des Toubous à Agadez est intimement liée au fait que leurs chefs et leurs leaders se trouvent en Libye<sup>50</sup>. La communauté touboue prédomine dans l'économie du transport. Leurs activités comprennent la vente de voitures libyennes (présumées volées) et le transport international des migrants vers les frontières

libyennes et les sites aurifères. Il y a eu des tensions entre les Toubous et les Touaregs par rapport à l'accès aux routes et au manque de respect envers les femmes par les membres de la communauté touboue<sup>51</sup>.

La naissance du Mouvement pour la réconciliation et la justice au Niger qui réclame la lutte pour la justice dans l'économie pour le peuple toubou est une affaire très sérieuse. Toutefois, plusieurs interviewés pensent que ce mouvement ne peut pas influencer les politiques de manière importante car il y a peu de Toubous au Niger. Cela peut changer en raison du problème sécuritaire croissant en Libye entraînant la migration de plus de Toubous vers la région d'Agadez.

## Implications et réflexions pour la programmation de PEV à Agadez

Comme le mouvement *Izala* conteste le statu quo pas seulement dans la région d'Agadez, mais à travers le Niger tout entier, il est possible qu'il y ait des tensions dans un futur proche. Les tensions sont avec plus d'acuité entre le mouvement *Izala* et la confrérie soufie. Mais il est aussi possible d'observer des potentiels conflits entre les autorités traditionnelles, les représentants de l'État et le mouvement *Izala*.

Les acteurs du programme PEV pourraient avoir des difficultés à traverser ces tensions. Comme la plupart des programmes de lutte contre l'extrémisme violent, particulièrement ceux financés par l'occident, qui, en maintenant le système actuel de démocratie et de laïcité, poursuivent généralement un intérêt politique, les acteurs de mise en œuvre ne sont pas neutres. Étant donné qu'il y a une nécessité de travailler avec le mouvement *Izala*, l'équipe du programme PEV doit faire attention à ne pas, même involontairement, augmenter son influence.

Toutefois, le fait de chercher à limiter l'influence du mouvement *Izala* par le renforcement des acteurs gouvernementaux pourrait être dangereusement contreproductif. Les chercheurs ont longtemps affirmé que la radicalisation émerge dans un climat de répression étatique. Ainsi, un programme qui viserait à renforcer l'État pourrait avoir un effet pervers<sup>52</sup>. La voie la plus prometteuse dans la lutte contre la radicalisation et le terrorisme serait de permettre à ceux qui détiennent des points de vue radicaux de s'exprimer publiquement. Cette approche réduirait également le recours à la violence pour attirer l'attention. Par exemple, Edward affirme que le meilleur moyen de faire face à l'extrémisme violent et la

---

48. USAID, 2014

49. Interview avec un membre *izala*, à Tadagg.

50. FDG avec un escroc à Agadez.

51. Interview avec un activiste politique à Agadez.

52. Lindekilde, 2014.

---

radicalisation est de supporter l'activisme islamiste non-violent en retirant ainsi à la violence tout attrait<sup>53</sup>.

L'approche actuelle du mouvement *Izala* vise à se tenir à distance. Dans les régions où le PCCN a financé des activités mises en œuvre et où il y a des adhérents reconnus du mouvement *Izala* (Arlit, Agadez, le village d'Eroug...), il n'est pas clair que le mouvement *Izala* soit considéré au moment du choix des bénéficiaires. À Agadez, l'Observatoire religieux qui est censé représenter toutes les traditions religieuses, n'implique pas le mouvement *Izala* dans ses activités de construction de la paix. Selon lui, cela est dû au fait que les associations *Izalas* refusent de participer. Toutefois, les représentants de l'association *Izala Al Sunnite Wal Jama'ah* pensent que les activités de l'Observatoire ne touchent pas les problèmes réels<sup>54</sup>. Cet échec à intégrer le mouvement *Izala* dans les activités de construction de la paix augmente potentiellement leur marginalisation en tant que mouvement religieux.

En pratique, il est difficile de rassembler tous les mouvements religieux car ces derniers se critiquent ouvertement. Des activités qui apparaissent neutres telles que le sport ou la musique ne pourront pas être de bons moyens de rassembler les gens car elles sont considérées comme des futilités. Des ponts pourraient être construits plus facilement en faisant face aux questions qui constituent un dénominateur commun comme la

toxicomanie ou les crimes. Alors que le mouvement *Izala* voit la corruption comme un problème majeur, ce sujet ne permettrait pas de rassembler les différents mouvements religieux puisque certains marabouts (soufis) sont perçus comme faisant partie du système politique corrompu qui a besoin d'être réformé. En effet, plusieurs personnes interrogées ont décrit l'Observatoire religieux comme un corps corrompu et ses membres seulement intéressés par les financements à obtenir<sup>55</sup>.

Dans certains contextes, il peut y avoir des relations relativement ouvertes entre les membres du mouvement *Izala* et la confrérie soufie. Par exemple à Mayatt, l'imam de la confrérie *Qaddriya* est influencé par le directeur de l'école *Izala* et vice versa (voir section 1). Dans ces situations, le BIT pourrait avoir plus de liberté par rapport aux types d'activités à financer pour impliquer les deux mouvements.

L'expérimentation est nécessaire. Même si ça marche dans un village, il n'est sûr que le même résultat se reproduise ailleurs. Le BIT est très bien placé pour utiliser la méthode expérimentale et adaptative pour son programme étant donné que son financement n'est pas lié à un plan détaillé à long terme. Cela offre au BIT une immense flexibilité sur la manière de faire face aux défis tout en incluant le mouvement *Izala*.

---

53. Edwards, 2015.

54. Interview avec un membre *Izala*, à Agadez.

55. Trois personnes de différents réseaux ont décrit l'Observatoire religieux comme étant corrompu utilisant des termes comme « conglomérat d'escrocs » et « ils sont trop attachés au matériel ».

---

# 8. L'influence de la communauté internationale

La recherche sur la radicalisation dans la région d'Agadez signifie traiter une contradiction : alors que l'hypothèse implicite du gouvernement et des acteurs internationaux qui travaillent avec lui est que la radicalisation est un processus localement développé, le rôle des outsiders joue un rôle très important dans la manière dont les gens vivent leur société en mutation. À Agadez, il y a une large croyance selon laquelle les forces extérieures sont à la base de nombreux problèmes que la région rencontre. Bien qu'il soit tentant de rejeter cela comme une tentative de blâmer les étrangers, un examen plus approfondi de la façon dont les influences externes changent la dynamique interne est justifié. Les définitions des interférences extérieures vont de la menace de groupes extrémistes du Mali et du Nigéria (et de la contre-menace qui en découle), à l'influence des rapatriés de Libye et des États du Golfe, en passant par l'ingérence occidentale.

Cette section explore la manière dont les habitants de la région d'Agadez subissent l'influence des étrangers dans leur vie et comment ils l'interprètent. Elle examine les récits selon lesquels « les étrangers » viennent à Agadez pour recruter pour les groupes terroristes, l'influence du monde occidental sur la culture et le mode de vie des Nigériens, la façon dont la présence militaire occidentale est comprise et la raison pour laquelle elle est particulièrement menaçante pour ceux qui estiment que le gouvernement actuel ne veut pas tenir compte de la diversité religieuse.

## 8.1. L'influence du monde occidental

Dans le guide d'entretien qui est utilisé dans le cadre de cette recherche, nous avons inclus une question sur les aspects positifs et négatifs du système occidental. Cette question a suscité divers opinions sur « les Blancs », un terme utilisé pour désigner les Français mais également ceux qui proviennent de l'occident en général. Certains

répondants pensent que le Niger a encore besoin des « Blancs » pour leurs connaissances, leurs technologies et leurs idées. Mais des opinions négatives se propagent, particulièrement celles sur l'influence des Blancs sur la politique, la religion et la culture.

Il y a un nombre de thèmes récurrents qui ont été abordés : l'exploitation et de l'ingérence politique et le fait que les croyances occidentales soient en train de dégrader la culture nigérienne. Le terme *essighmar nakal* (qui est une expression tamasheke qui veut dire « avoir apporté de la honte sur son pays ») a été utilisé : « le système occidental est *essighmar nakal*, c'est un système de contrôle des richesses d'un pays » a affirmé un répondant qui suit le mouvement *Izala*<sup>56</sup>. D'autres affirment que les Blancs avaient comme objectif de ralentir le Niger. « Le problème avec le système occidental est que les Blancs veulent toujours nous contrôler. Ils ne veulent pas nous voir nous développer, ils préfèrent toujours que nous restions dans la misère et dans la guerre pour qu'ils puissent mieux nous contrôler »<sup>57</sup>.

Certaines frustrations sont exprimées par rapport à la fermeture récente des mines d'uranium. Il y a une représentation générale que les Français sont venus, ont extrait l'uranium et ont pollué l'environnement et que, de surcroît, les populations locales n'ont vu aucune amélioration dans leurs conditions de vie. Pour d'autres, les bases américaines et françaises se présentent comme une menace et une preuve de néo-colonisation. « Prends l'exemple des bases militaires installées dans la région d'Agadez : c'est ça le système des Blancs. Ils veulent nous coloniser encore. Ils sont là pour exploiter nos ressources » a affirmé un membre d'une *fada* des jeunes<sup>58</sup>. Il affirme, de plus, que ce sont les richesses du Niger qui ont permis à la France et aux États-Unis de prospérer.

Une perception selon laquelle les Blancs contrôlent le pouvoir au plus haut niveau est exprimée dans tous les

---

56. Interview avec un membre *izala* et un éleveur, à Mayatt.

57. Interview avec un membre de *fada*, un Touareg et un chômeur, à Agadez.

58. Interview avec un membre de *fada*, quartier Tadress, à Agadez.



Mosquée et école islamique construit par les *Tijanias* dans un quartier d'Agadez © Aoife McCullough, 2016

réseaux. « Ce sont eux (les Blancs) qui sont à la base des décisions relatives à l'État et à nos dirigeants. Ce système a créé une division entre nous. Ils décident de celui qui sera le président. Si un candidat a le soutien des Blancs, il sera élu » affirme un ex-rebelle d'Iférouane<sup>59</sup>. Un membre éminent du mouvement *Izala* a soutenu que les politiciens qui sont très critiques envers le système occidental sont rapidement éliminés<sup>60</sup>. Une femme qui suit le mouvement *Qaddriya* et qui a une fois participé aux camps de paix organisés par le PCCN a confirmé la relation complexe entre les points de vues politiques, l'influence du monde occidental et comment le gouvernement semble travailler en collaboration avec les gouvernements occidentaux qui oppriment la population : « Si au Niger, c'est la *charia*, les Blancs qui nous utilisent ne vont avoir rien. Ils nous exploitent avec la complicité de nos dirigeants. »<sup>61</sup>. Cette perception de l'ingérence extérieure dans les processus politiques permet de délégitimer les structures politiques actuelles comme la démocratie.

Sans la remettre en cause, les répondants ont une mauvaise perception de l'influence de la culture

occidentale. Cette dernière est, sans surprise, considérée comme très éloignée des enseignements du prophète : « Tous ces problèmes sont du système occidental. Parce que les Blancs nous apportent des choses nouvelles qu'on ne connaît pas. Et nos frères et sœurs les copient. Le plus grand problème des Blancs est qu'ils [ne] savent [pas] que Dieu existe, que son prophète Mohamed a été envoyé sur terre à toute l'humanité, ils choisissent d'ignorer cela. » explique une élève appartenant au mouvement *Izala*<sup>62</sup>. Une personne âgée membre du mouvement *Izala* affirme aussi que le système éducatif est beaucoup trop orienté vers les valeurs occidentales et n'est pas du tout efficace<sup>63</sup>.

### Implications et réflexions pour la programmation de PEV à Agadez

Les soupçons qu'ont certains Nigériens au sujet de l'influence négative des Blancs indiquent que les acteurs PEV doivent faire attention à leur image. On peut aussi suggérer que certains acteurs perdent en crédibilité auprès des communautés à cause de leur association connue avec des bailleurs occidentaux. Dans certains cas, il est peut-être

59. Interview avec un ex-rebelle, à Iférouane.

60. Interview avec *Izala* Imam, à Agadez.

61. Traduit du haoussa. Interview avec une femme Qadiriyya qui a participé à un camp de paix organisé par le PCCN.

62. Interview d'une élève *Izala*.

63. Interview avec un homme influent membre d'*Izala*, à Agadez.

futile pour les occidentaux ou les programmes financés par l'occident d'entreprendre certaines activités, par exemple des efforts pour changer les normes sociales.

## 8.2. La présence militaire occidentale: une menace à la paix au Niger?

Pendant que nous conduisons la recherche à Agadez, les États-Unis ont annoncé la construction d'une nouvelle base militaire dédiée aux opérations de surveillance par drones juste à l'extérieur d'Agadez. Le coût estimé fut rapporté différemment. *Newsweek* l'estime à 50 millions de dollars US pendant que le site d'investigations de défense et de sécurité *The Intercept* estime le budget à 100 millions de dollars US<sup>64</sup>. *Newsweek* décrit la base comme « un carrefour des opérations de lutte contre le terrorisme contre la pléthore de groupes islamistes dans la région »<sup>65</sup>.

Bien avant cette affirmation, les habitants de la région d'Agadez avaient senti la présence des forces militaires occidentales notamment des armées française et américaine. Il y aussi une rumeur répandue selon laquelle l'Allemagne utilise Niamey comme base militaire pour soutenir ses troupes qui sont au Mali. Ce sont surtout ceux qui voyagent régulièrement à la frontière libyenne qui ont raconté leurs rencontres avec les armées française et américaine, étant, par moment, seulement témoins de surveillances aériennes. Plusieurs répondants ont affirmé qu'ils ne comprennent pas pourquoi les forces américaines et françaises sont installées au Niger. Un acteur politique affirme que cela a créé de la méfiance et de la peur :

« [...] Ici à Agadez, ces bases ne rassurent pas la population parce les gens ne savent pas pourquoi ces bases sont construites. Il y a des Américains tout près de l'aéroport. Personne à Agadez ne sait ce qu'ils font. Personne ne les approche. Et il y a une base française à Madama et eux aussi, nous ne savons pas ce qu'ils font. C'est pourquoi la population a peur [...] »<sup>66</sup>.

Cette mauvaise perception est apparue aussi dans un article récent du site *Niger Diaspora*<sup>67</sup>.

Les autorités et ceux qui détiennent des positions de pouvoir ont tendance à reconnaître les bénéfices de la présence militaire occidentale ainsi que le besoin de leurs

ressources et expertises, ce qui pourrait également refléter qu'ils ont été beaucoup plus exposés à un discours de sécurité. « Nous avons besoin de la présence des armées française et américaine pour leurs technologies. La sécurité est nécessaire pour assurer le développement. Sans l'intervention de la France, il n'y aurait pas d'État malien » a affirmé un avocat à Niamey qui avait été désigné par une personne à Agadez comme la personne qui l'influence<sup>68</sup>. Selon le point de vue d'un chef de quartier de la périphérie d'Agadez, la présence des Américains et des Français inquiète. Mais de penser également que si elle ne contribuait qu'à assurer la sécurité sans chercher à influencer la culture, le meilleur des forces américaine et française serait utile<sup>69</sup>.

Actuellement, les forces américaines et françaises ont pour mandat d'apporter un soutien à l'armée nigérienne afin de contrôler ses frontières. Cela devrait, en théorie, être une force de stabilisation. Toutefois, avec la propagation des perceptions négatives sur l'influence occidentale, la présence des militaires occidentaux peut être perçue comme déstabilisante. Juste après l'annonce de l'installation de la base américaine s'en est suivi la visite de la chancelière allemande Merkel qui a annoncé qu'elle pourrait apporter une aide militaire et des conseils à l'armée nigérienne<sup>70</sup>.

L'intervention militaire accrue comporte deux réserves. Elle établit un environnement de plus en plus militarisé pour les résidents d'Agadez, un processus qui est perçu avec méfiance. La ferme collaboration entre les forces occidentales et le gouvernement est vue par beaucoup comme une forme d'application de l'agenda occidental et constitue une aliénation de la population. Cela nourrit les rejets du gouvernement par la population. Il est important de noter que selon *Newsweek*, « Le Niger est le seul pays de la région à accueillir les drones MQ-9 Reaper, ce qui met en évidence la proximité du gouvernement nigérien avec les États-Unis, mais aussi le risque de s'aliéner de ses voisins »<sup>71</sup>.

Le soutien à l'armée nigérienne, que les participants à la recherche à Agadez ont souvent décrit comme un harcèlement ou une violence contre les civils, est susceptible d'augmenter davantage l'opposition entre le gouvernement et les groupes occidentaux. Déjà la relation entre l'armée et la population touareg est tendue suite de la rébellion. Dans la stratégie du PCCN d'Agadez développée

64. Turse 29 septembre 2016; Gaffey 30 septembre 2016.

65. Gaffey 30 septembre 2016.

66. Traduit du haoussa. Interview d'un activiste politique, à Agadez.

67. <http://www.nigerdiaspora.net/les-infos-du-pays/politique-niger/politique-niger/item/76405-installation-d%E2%80%99une-base-de-drone-%C3%A0-agadez-que-cherche-l%E2%80%99arm%C3%A9e-am%C3%A9ricaine-au-niger.html>

68. Interview avec un avocat de Niamey.

69. Interview avec un chef de quartier de la banlieue d'Agadez.

70. Binnie, 12 octobre 2016.

71. Gaffey, 30 septembre 2016.

---

en 2014, il est noté que les Touaregs se sentent stigmatisés par les militaires et ont de la difficulté à accepter la présence de l'armée<sup>72</sup>.

Tout mauvais traitement, réel ou perçu, de la part des Nigériens par l'armée américaine, française ou allemande, même s'il est perpétré par les forces nigériennes entraînées par l'occident, nourrira les récits d'humiliation aux mains des puissances occidentales. Il est probable qu'il y aura une interaction minimale entre les militaires occidentaux et les Nigériens. Mais le fait de voir des drones, ou dans certains cas des hélicoptères de surveillance, qui volent au-dessus des têtes a déjà soulevé des soupçons au sujet des informations recueillies par les militaires américains. Si les occidentaux sont vus comme le pouvoir de contrôle au plus haut niveau au Niger, le fait qu'ils aient maintenant accès à des informations détaillées sur les mouvements des gens pourrait être vécu comme un développement effrayant.

Les personnes interrogées ont souvent cité le Niger comme la société la plus juste parce qu'elle jouit de la paix<sup>73</sup>. On peut supposer que, par rapport aux pays voisins, la paix relative du Niger est attirante. Même les interviewés, qui ont suggéré que la *charia* était une force pour le bien, ont affirmé que sa mise en œuvre pourrait engendrer des conflits dans leur société pacifique. Cette perception actuelle du Niger comme une société pacifique est menacée par la coopération militaire au plus haut niveau gouvernemental à travers l'utilisation de la force militaire pour endiguer les flux migratoires, une des rares options de subsistance, et à travers la surveillance. Si la représentation du Niger en tant que société pacifique change, un autre type de société qui rend le Niger moins pacifique (par exemple la *charia*) peut alors être considéré comme une option moins risquée.

Dans ce rapport, les trajectoires de la radicalisation sont examinées au niveau individuel et communautaire. Au niveau communautaire, la radicalisation se fait dans un réseau de réactions et de contre-réactions. Cela signifie que la présence de l'armée comme réaction aux problèmes de migration pourrait produire une forte contre-réaction involontaire parmi les Nigériens sous forme de peur et de méfiance. Les producteurs des récits radicaux peuvent utiliser cette peur et cette méfiance pour construire un support aux visions radicales et une alternative à l'ordre politique.

## Implications et réflexions pour la programmation de PEV à Agadez

Les perceptions négatives de l'influence occidentale inquiètent dans un pays qui est en train de se placer comme un allié-clé des occidentaux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel. L'association des Blancs avec l'*essighmar nakal* est particulièrement dangereuse car il est démontré par ailleurs que l'humiliation est liée à la radicalisation. La perception du contrôle par l'occident est aussi un risque potentiel. Des études au Maroc, en Tunisie, en Libye, au Nigéria et au Ghana montrent que les espaces dans lesquelles il y a une propagation du manque d'autorité légitime sont vulnérables à la radicalisation<sup>74</sup>.

Bien que le fait de changer les récits sur la présence de l'armée américaine ne soit pas l'objectif du BIT, il est clair que la présence de ces forces étrangères est un facteur-clé du développement des récits contre les occidentaux. En plus, il sera difficile pour l'équipe du PCCN de se dissocier complètement de l'armée américaine parce que les gens connaissent la source du financement du PCCN.

---

72. USAID, 2014.

73. Onze personnes interrogées ont cité le Niger comme la société la plus juste, dont huit ont attribué la « jus-tesse » à la paix dont jouit le Niger.

74. Pargeter, 2009.

# 9. L'influence des relations sociales

Il y a plusieurs observations qui peuvent être faites par rapport à la manière dont les influences se font dans les différents réseaux auxquels nous avons eu accès.

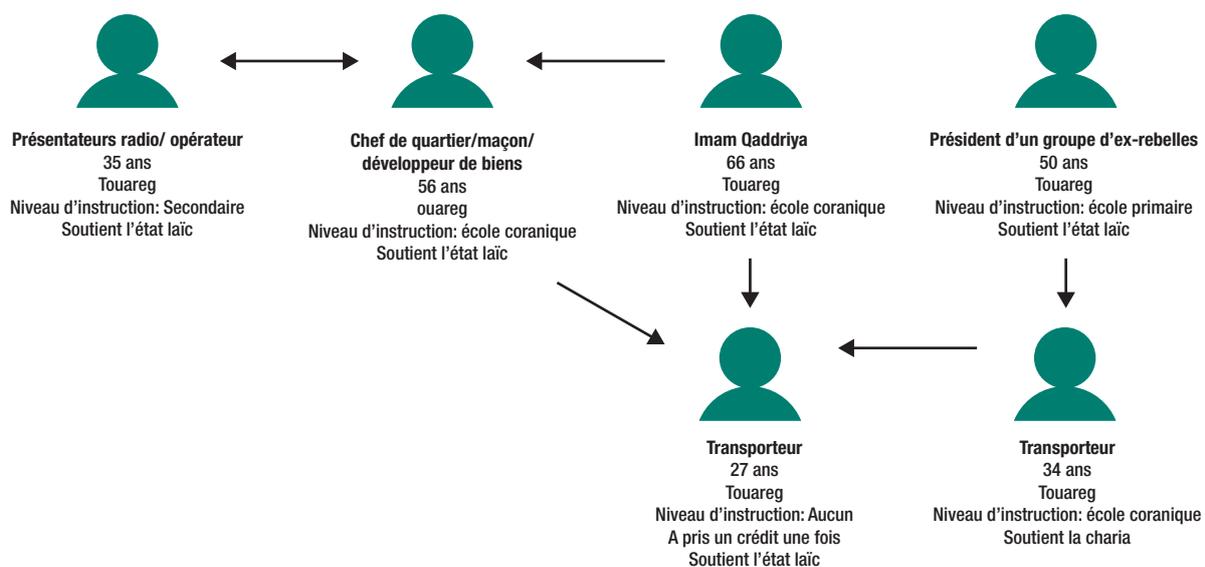
D'abord, le réseau *Izala* est beaucoup plus proactif sur l'éducation et le débat sur des concepts tels que la « société juste » et le système islamique contre le système occidental. Plusieurs élèves (femmes) membres du courant *Izala* que nous avons interviewées à Agadez ont donné de réponses bien pensées par rapport à la critique des systèmes occidentaux. Au contraire, certaines des femmes que nous avons interrogées de la confrérie *Tijjania* ont des difficultés à exprimer leurs pensées sur ces sujets. Il était également clair que l'accent était mis sur le discours et le conseil comme moyen de diffuser les idées de leur interprétation de l'islam. En réponse à la question de savoir ce qu'on doit faire si un membre de sa famille ou communauté est en désaccord avec la *charia*, le mouvement *Izala* est clair : les discussions et les conseils sont indispensables. Les membres du courant *Tijjania* que nous avons interrogés ont donné diverses réponses, certains ont même affirmé que l'utilisation de la force pour soutenir des points de vue positifs n'est pas un défaut. Les imams *izalas* que nous

avons interrogés sont aussi très actifs dans l'organisation des prières du vendredi et les prêches par rapport aux imams *Tijjania* avec qui nous avons parlé.

Deuxièmement, les liens entre les autorités traditionnelles et les marabouts traditionnels ont été confirmés par l'analyse des réseaux. Par exemple à Iférouane, l'imam influence le chef de quartier (voir la figure 1).

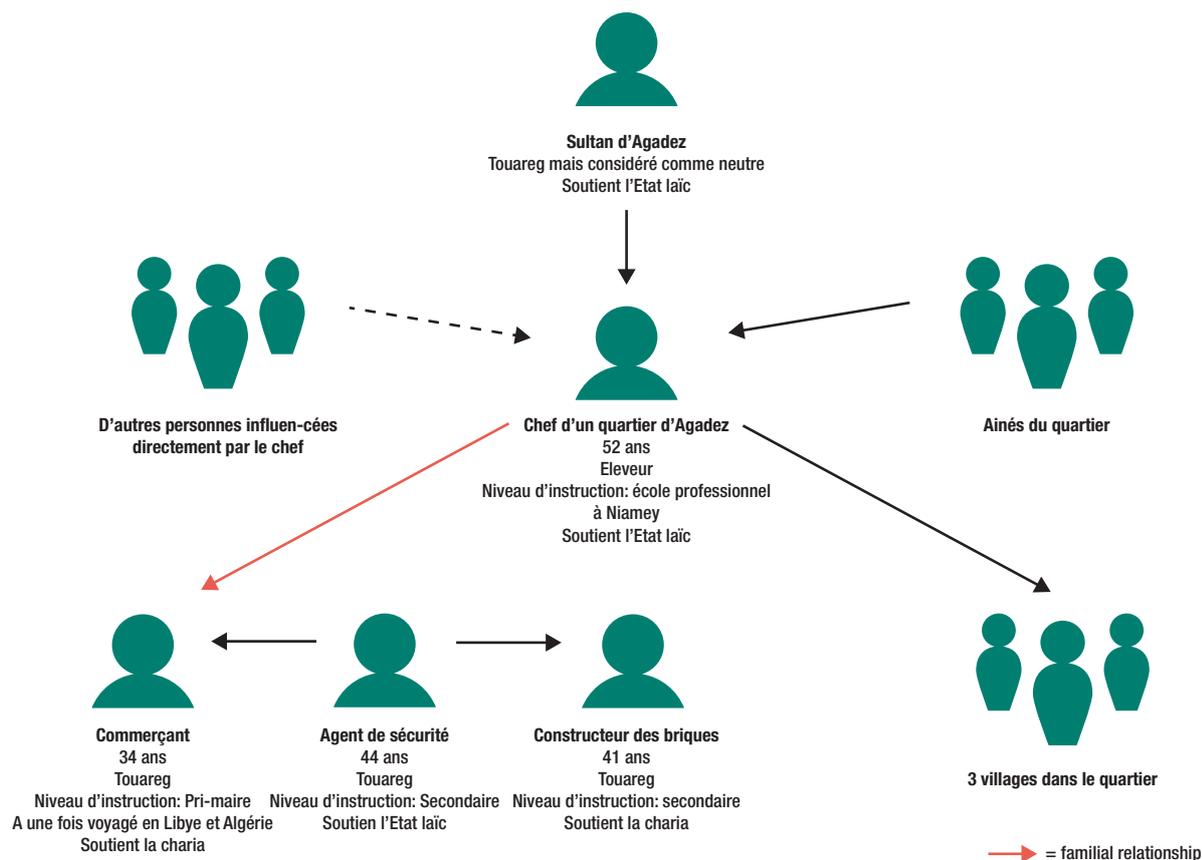
Troisièmement, au sein des réseaux, il y a beaucoup de désaccords sur le type de société (système occidental vs système islamique) qui est le meilleur pour le Niger. À travers tous les réseaux d'influence que nous avons suivis, il y a plusieurs catégories de personnes qui ont soutenu la *charia*. Ceci est un point important. Dans une analyse d'un réseau social effectuée par le BIT au Mali, on a supposé que la présence de réseaux d'égo denses (c.-à-d. les réseaux où toutes les personnes d'un même réseau sont connectées) trouvés autour de Gao signifiait qu'il y avait des possibilités limitées pour infiltrer le réseau<sup>75</sup>. Les réseaux d'influence suivis dans notre étude indiquent que les gens occupent aussi les mêmes espaces sociaux qu'au Mali mais n'ont pas les mêmes idées sur la manière donc le Niger

Figure 1: Un réseau d'influence dans un village à Agadez, commençant par un ex-rebel



75. J. Cramer, 2015

Figure 2: Un réseau d'influence dans un quartier d'Agadez, commençant par un commerçant



devrait être gouverné. Les différences d'opinions sur le fait que la *charia* est une chose bonne ou non pour le Niger montrent qu'il est difficile d'identifier une communauté à risque de radicalisation.

Cela identifie un point d'entrée possible pour le programme PEV. Avec de telles diversités de points de vue au sein des réseaux, les débats promouvant une pensée critique sur le système actuel et une alternative peuvent être bienvenus. Encore plus surprenant que cela puisse paraître, dans au moins un de nos réseaux d'influence, un membre influent de *Tijjania* a nommé comme personne qui l'influence, le directeur de l'école d'*Izala* (voir figure 3). Cela souligne le degré auxquels les adhérents du courant *Izala* et les soufis sont attachés à la même communauté. La communauté d'*Izala* ne doit pas nécessairement être comprise comme des fanatiques marginalisés dont les soufis se méfient. Dans certaines situations, il y a des relations amicales entre les membres du réseau *Izala* et ceux du réseau soufi. Il est aussi intéressant de noter que dans les réseaux d'influence entre les membres de la confrérie *Tijjania* à Mayatt, l'imam est originaire du Mali, donc dans ce cas c'est un étranger qui est en position d'influence (voir figure 3). L'analyse des réseaux sociaux montre donc comment les réseaux d'influence sont à plusieurs niveaux.

## Des tensions intergénérationnelles ?

On dit souvent, lors d'entretiens informels, que des tensions existent entre les parents et leurs enfants et c'est pourquoi la jeunesse nigérienne est en train de se radicaliser. On ajoute que cela constitue un manque de respect envers les aînés. Ce manque de respects assumé est ensuite identifié comme un facteur qui rend les jeunes à risque vulnérables à des influences plus dangereuses.

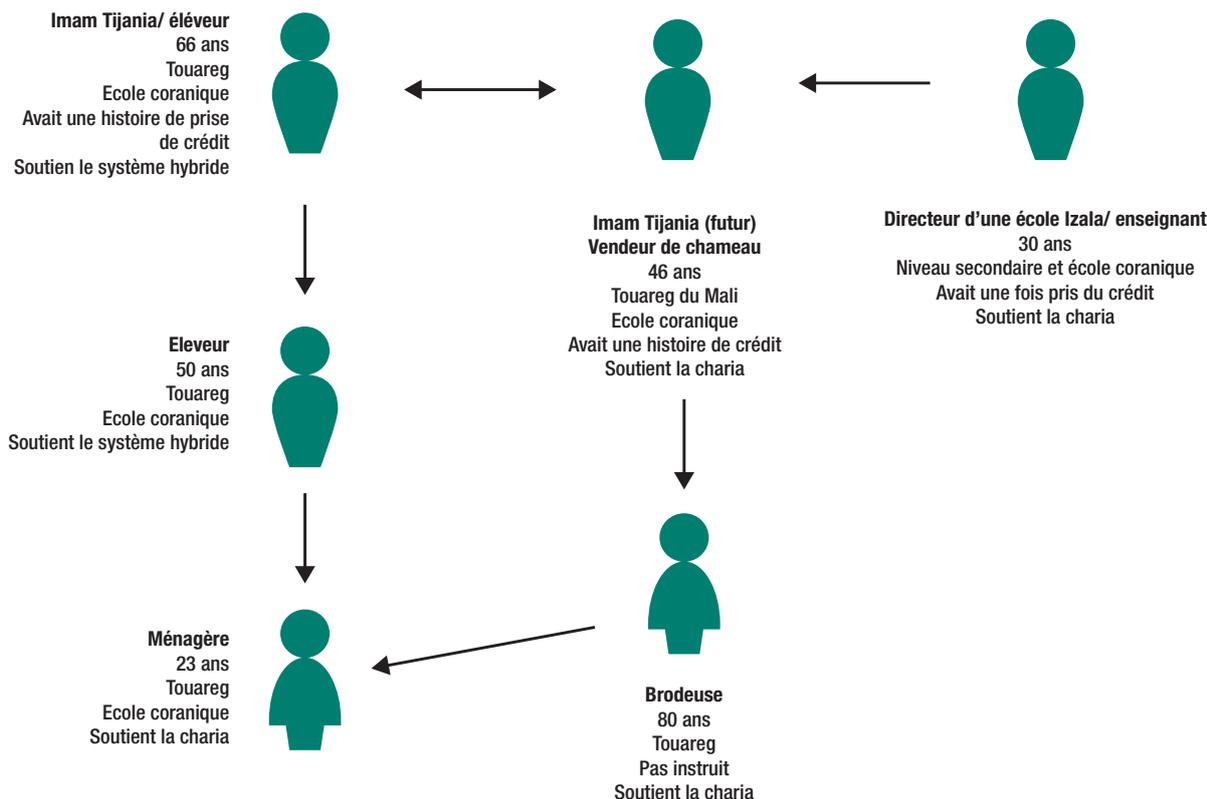
Cela est un point de vue simplifié et les intérêts de ceux qui se lamentent du manque de respect doit être pris en compte. Que pourraient signifier les différences intergénérationnelles si elles étaient présentées comme un dysfonctionnement plutôt qu'un développement ? Alors que certains répondants (les autorités qui bénéficiaient du fait d'être considéré comme un aîné ou un leader respecté) ont déploré une perte de respect pour la génération des parents<sup>76</sup>, d'autres ont nuancé ce propos.

Alors que certains répondants ont soutenu très fortement que les enfants étaient déconnectés de leurs parents, la nature de cette déconnexion a été comprise très différemment. Un d'entre eux, qui avait participé à la rébellion touareg, décrit les jeunes comme « submergés par la vie moderne »<sup>77</sup>. Un autre a mis en exergue une grande

76. FDG avec une *fada* féminine, Pays Bas, à Agadez.

77. Traduit du tamashek. Interview avec un ex-rebelle à Iférouane.

**Figure 3: Un réseau d'influence dans un village à Agadez, commençant par un membre de mouvement *Tijania***



différence intergénérationnelle, soutenant que puisque l'Etat nigérien a si peu à offrir aux jeunes, les jeunes ont perdu la notion d'une patrie appréciée ou même d'une nation<sup>78</sup>.

Un haut dirigeant d'*Izala*, cependant, n'a vu rien d'inhabituel dans le désaccord entre les générations. Il a souligné que c'est une bonne chose que les pères parlent maintenant beaucoup plus avec leurs enfants que par le passé. Plus d'interactions pourraient naturellement créer plus de désaccords. Il a lui-même été en désaccord avec ses aînés et cela faisait simplement partie des interactions entre générations<sup>79</sup>. Un homme d'affaire d'Agadez a aussi rejeté l'idée de division entre les générations. Des expériences partagées de menaces externes les ont connectées, en particulier l'attaque du MUJAO en 2013. Cette attaque a traumatisé toutes les générations et les a rapprochées davantage<sup>80</sup>. Une femme peule affirme que le fait que la génération des personnes âgées se focalise sur la tradition

et reste sur la même voie est contreproductif et n'aide pas à développer la communauté : « les aînés nous disent de suivre les coutumes, notre culture. Considérant que si nous restons fidèles aux coutumes nous n'avancerons pas. Donc nos opinions diffèrent »<sup>81</sup>.

Finalement, certains répondants soutiennent qu'ils se sentent trahis par la génération de leurs parents qui ne pensent pas le futur de manière responsable. L'exemple de la protection environnementale a été donné. Un jeune a demandé à ses parents d'arrêter la coupe abusive de bois de chauffe mais ses parents ne comprennent pas les questions du changement climatique<sup>82</sup>. Un militant de la société civile, qui avait manifesté contre le gouvernement, a noté qu'il a reçu plus de soutien pour se défendre de la génération plus âgée que des jeunes qui semblaient beaucoup plus résignés à essayer de contourner un gouvernement décevant qu'à s'y opposer<sup>83</sup>.

78. Interview avec un prisonnier, à Agadez

79. Interview avec *Izala* Imam, à Agadez.

80. Interview avec un commerçant, à Agadez.

81. Traduit du haoussa. Interview avec une femme peule d'Ingall, à Agadez.

82. Interview avec un ex-rebelle à Goffatt.

83. Interview avec un activiste politique à Agadez.

---

# 10. Comment les gens perçoivent-ils la manière par laquelle le changement se produira ?

Les personnes interrogées ont proposé une série de mesures pour s'attaquer aux problèmes rencontrés par les résidents d'Agadez. Bien que les répondants tendent à voir la *charia* comme modèle plus efficace que le système actuel, ils reconnaissent les difficultés relatives à la mise en œuvre d'un autre système, en particulier en l'absence de consensus sur ce que devrait être un système juste. Dans cette section, nous présentons trois grandes catégories de mesures recommandées :

## Un débat politique sur le type d'État qui convient le mieux pour le Niger

Ce débat est en cours depuis l'avènement de la démocratie multipartite en 1992. Les mesures qui ne sont pas déjà mises en place et que les interviewés ont identifiées comprennent un référendum sur la mise en œuvre de la *charia* et un débat politique sur le type de changement que les gens souhaiteraient voir. Tous les deux permettront à l'État de refléter les valeurs sociétales. Les membres d'*Izala* sont particulièrement bien informés sur l'importance de parler aux gens pour les convaincre des avantages de la *charia*.

## Un système hybride combinant les éléments d'un état laïc et d'un état islamique

Cette mesure est préconisée à travers tous les réseaux même chez les membres du réseau *Izala*. Par exemple, un interviewé suggère qu'une politique plus libérale envers les petites entreprises pourrait être combinée à la *charia* qui se focalise sur la charité (*zakkat*<sup>84</sup>). Cela permettrait aux petites entreprises de se développer tout en veillant à ce que certains des avantages de la croissance économique résultant de la libéralisation profitent aux pauvres.

Parce que le Niger est un état laïc depuis les années 1960 contrôlé en partie par la France (qui favorise la laïcité), certains pensent qu'il serait difficile de mettre en œuvre la *charia*. Cependant, étant donné que la grande majorité de la population est musulmane, d'autres croient que le système d'état devait refléter davantage les valeurs islamiques.

## Un changement progressif vers un état plus islamique avec comme objectif final la mise en œuvre de la *charia*

Cette proposition n'a pas été faite par beaucoup de personnes interrogées mais a été articulée par deux imams izalistes. Dans ses visions, le système islamique, incluant la *charia* et l'éthique des affaires, est le seul système qui puisse faire face aux problèmes de sous-développement et de corruption. Comme ce système est complexe, il nécessite un changement de comportement et ne peut être adopté que progressivement. Ils estiment qu'il faudra dix ans pour le mettre en œuvre au Niger.

L'imam d'*Izala* n'était pas le seul à penser que, pour éviter une frustration grandissante de la population, le changement vers une forme de gouvernance plus islamique devait se produire. Ce point de vue est aussi exprimé par les membres de *fadas* dans les quartiers périphériques d'Agadez et par des prisonniers. Toutefois, ils n'ont pas su expliquer leur point de vue comme l'a fait le dirigeant izaliste.

Au cours de la seconde phase de la collecte de données à Mayatt, Taday et au quartier Pays Bas, nous avons demandé aux personnes interrogées de nous dire comment elles régiraient si quelqu'un contre la *charia* était un membre de leur famille ou de leur communauté. Ils ont proposé trois principales approches : parler au membre

---

84. La *zakkat* est la donation obligatoire d'une proportion déterminée de sa richesse à la charité. C'est un élément-clé de l'Islam en en formant le troisième pilier.

de la famille / de la communauté pour le convaincre des valeurs de l'islam, le laisser seul ou le chasser. Tous les hommes membres du mouvement *Izala* que nous avons interviewés ont suggéré de convaincre la personne qui n'est pas d'accord. Quant à lui, un imam de la confrérie *Tijjania* a noté que si toute sa communauté était contre la *charia*, il la quitterait pour partir dans une autre communauté.

## L'utilisation de la force pour protéger le système actuel

Quand nous avons posé les questions relatives à la protection du système actuel au Niger, plusieurs personnes ont dit que le Niger était un État démocratique et que donc l'usage de la force était inacceptable. Plusieurs répondants ont souligné le besoin de négocier avec les leaders ou bien avec la population dans une démocratie. Mais certains ont reconnu la valeur du monopole de la force dont jouit l'État et qui, selon eux, a contribué à éviter les conflits entre les religions. D'autres ont affirmé que l'État abusait de son pouvoir et utilisait la force de manière injuste. Ces opinions contradictoires sont exprimées à la fois dans le réseau des ex-rebelles et celui des salafistes, mettant en évidence le

niveau de désaccord entre les personnes sur le droit ou la capacité de l'État nigérien à utiliser la violence d'une manière éthique.

Pendant que la plupart des répondants sont contre l'idée d'utiliser la force pour maintenir le système actuel, plusieurs ont critiqué le système et l'ont accusé d'être très clément envers les criminels. Ainsi, la « force » était comprise comme quelque chose utilisé par les militaires et globalement négatif tandis que la punition physique pour les crimes était souvent perçue comme positive. Il y aussi des opinions divergentes par rapport à la question de savoir si les conflits sont nécessaires pour aboutir au changement. Plusieurs personnes soutiennent la mise en œuvre de la *charia* en théorie mais reconnaissent que le changement est conflictuel. Actuellement, la plupart de ceux qui ont lié la mise en œuvre de la *charia* au conflit ne sont pas prêts à sacrifier la paix pour ce changement. Leur expérience de la force de l'État au cours des rébellions touaregs les rend très conscients des conséquences de la destruction de la paix. D'autres n'ont pas associé la mise en œuvre de la *charia* au conflit. Pour eux, tout le monde est d'accord avec l'islam, donc il n'y aurait pas besoin d'usage de la force pour l'adopter<sup>85</sup>.



Mosquée et école islamique construit par les Izalites dans le village de Mayat à Gougeram © Idriss Mamadou Maman Noura, 2016

85. Interview avec un ex-rebelle à Agadez.

---

# 11. Conclusion

Dans ce rapport de recherche, nous avons examiné la trajectoire de la radicalisation comme un concept dynamique plutôt qu'un processus linéaire. C'était notre approche dans la conception de la recherche, mais durant la collecte et l'analyse des données, il a été avéré plus pertinent de se départir de la notion de radicalisation comme un processus largement personnel pour accorder une plus grande attention aux facteurs structurels et aux relations de groupe. Toutefois, nous avons compris que les points de vue radicaux sont surtout ceux qui contestent le statu quo. Donc, ce qui est et ce qui n'est pas considéré comme radical dépend largement du contexte.

Dans la région d'Agadez, les récits qui émergent lorsque le changement visible se mêle à l'expérience de la privation structurelle, la présence internationale et la contestation de la meilleure façon de gouverner le Niger sont très cruciaux. Nous avons trouvé plusieurs dynamiques qui sont particulièrement importantes pour les programmes de développement qui visent à prévenir l'extrémisme.

Premièrement, il y a une augmentation du soutien de l'adoption de la *charia* surtout, mais pas exclusivement parmi les membres des réseaux soufis et salafistes. Pour plusieurs répondants, la *charia* est un moyen de résoudre les problèmes chroniques de gouvernance dans la région d'Agadez en particulier et au Niger en général. Ils imaginent que la mise en œuvre de la *charia* pourrait engendrer plus d'honnêteté politique, améliorer le régime de lois, réduire la corruption et l'iniquité et entraîner le respect des droits des pauvres. En revanche, les systèmes occidentaux de démocratie et de laïcité sont considérés comme indulgents, sujets à la corruption et non-alignés sur la culture locale.

Le mouvement salafiste *Izala*, qui gagne en popularité dans la région d'Agadez, est le plus actif dans le soutien à l'adoption de la *charia* au Niger. Ses membres associent le soutien à la *charia* à la promotion d'un mode de vie qui s'oppose à une avancée vers une société plus séculaire dans laquelle le développement est assimilé au développement matériel. Comme cela est contre le statu quo, l'étiquette « extrémisme » est souvent collée à ce mouvement. Cependant, dans la région d'Agadez, il n'y a pas de preuve que le mouvement *Izala* soutienne les groupes d'extrémisme violent ou encore font des prêches haineux.

Cela ne veut pas dire que dans d'autres localités, ou bien à Agadez dans le futur, que les groupes extrémistes ne pourraient pas chercher à s'associer au mouvement *Izala* comme tous les deux semblent suivre les mêmes objectifs : celui d'instituer la *charia* au Niger. Toutefois, actuellement la position du mouvement *Izala* est qu'une société musulmane, plus juste ne peut être obtenue que par

l'introduction progressive de la *charia*. Seul un processus social graduel vers la *charia* est considéré comme capable de la mettre en œuvre de manière significative. Cette approche va de pair avec les tentatives du mouvement *Izala* au Nigeria de prendre de la distance par rapport aux groupes extrémistes violents tels que Boko Haram. Toutefois, il est nécessaire de noter que ce mouvement détient du pouvoir politique au nord du Nigeria où il a été incapable d'appliquer la *charia* sans avoir à chercher des alliés, violents ou non. Au Niger, malgré l'influence croissante d'*Izala*, la dynamique politique est différente.

En particulier, le mouvement *Izala* au Niger a été confronté à une réaction violente des confréries soufies et d'autres parties prenantes de l'establishment. A moins que les différents groupes ne trouvent un moyen de contester leurs visions de la société sans répression, il y a un risque que des groupes comme l'*Izala*, qui ne voient pas leur vision de la société entendue, cherchent des mesures plus extrêmes.

Un autre aspect, c'est que la société d'Agadez se démarque nettement des autres parties du Niger. Elle se caractérise par une augmentation significative des activités criminelles telles que les trafics de drogues, d'armes et de personnes. Dans une zone où il n'y a qu'une minorité de personnes qui a une source de revenus régulières et stables (les salariés), s'impliquer dans de telles activités pourrait attirer les jeunes et les exposer aux réseaux criminels (et violents).

En somme, c'est dans ces récits plus larges que les programmes de développement social et économique et ceux de lutte contre l'extrémisme doivent s'enraciner. Plutôt que de se concentrer sur l'identification des individus à risque en raison d'un profil démographique supposé qui est le plus susceptible de soutenir des groupes extrémistes, les programmes doivent s'intéresser aux facteurs structurels, y compris le défi difficile et souvent contradictoire d'être considéré comme des étrangers dans un environnement où les étrangers sont traités avec méfiance.

Un programme idéal PEV dans la région d'Agadez pourrait donc faire face à deux types de défis. Le premier consiste à influencer une situation qui est vécue par les habitants de la région comme injuste et avec peu d'espoir d'amélioration. Le second demande aux programmes de chercher à influencer les récits émergents sur l'influence occidentale et la présence militaire occidentale. Compte tenu de l'importance de ces récits, il appartient aux acteurs de ce programme de les comprendre et de les façonner de manière plus constructive.

---

# Références

- Aly, Anne. 2015. 'Countering violent extremism Social harmony, community resilience and the potential of counter-narratives in the Australian context.' in Christopher Baker-Beall, Charlotte Heath-Kelly and Lee Jarvis (eds.), *Counter-Radicalization: Critical Perspectives* (Routledge: Abingdon).
- Binnie, Jeremy. 12 October 2016. 'Germany establishes military base in Niger', *IHS Jane's Defence Weekly*.
- Bosi, Lorenzo, Chares Demetriou, and Stefan Malthaner (ed.) (eds.). 2014. *Dynamics of Political Violence: A Process-Oriented Perspective on Radicalization and the Escalation of Political Conflict* (Ashgate: Burlington, VT).
- Cramer, J. 2015 "Mali Transition Initiative. Evaluation of the Impact of Social Networks in Gounzourey Commune, Gao Cercle, Mali. Prepared for USAID/OTI and AECOM International Development." In.
- Edwards, Phil 2015. 'How (not) to create ex-terrorists: Prevent as ideological warfare.' in Christopher Baker-Beall, Charlotte Heath-Kelly and Lee Jarvis (eds.), *Counter-Radicalization: Critical Perspectives* (Routledge: Abingdon).
- Gaffey, Connor. 30 September 2016. 'U.S. building '\$50 million dollar drone base' in Niger', *Newsweek*.
- Issaley, N A. 2015. 'Les elections locales a Namaro en 2004.' in J P Olivier de Sardan (ed.), *Elections au village : Une ethnographie de la culture au Niger* (Karthala: Paris).
- Jackson, Richard. 2016. 'Introduction.' in Richard Jackson (ed.), *Routledge Handbook of Critical Terrorism Studies* (Routledge: Abingdon).
- Kundnani, Arun 2015. 'Radicalization: The journey of a concept.' in Christopher Baker-Beall, Charlotte Heath-Kelly and Lee Jarvis (eds.), *Counter-Radicalization: Critical Perspectives* (Routledge: Abingdon).
- Lindekilde, Lasse. 2014. 'A typology of backfire mechanisms.' in Lorenzo Bosi, Chares Demetriou and Stefan Malthaner (eds.), *Dynamics of Political Violence: A Process-Oriented Perspective on Radicalization and the Escalation of Political Conflict* (Ashgate: Burlington, VT).
- Masqueulier, A. 2009. *Fashioning Islam: Women and Islamic revival in a West African town* (Indiana University Press Bloomington).
- McCauley, Clark, and Sophia Moskalenko. 2011. *Friction: How radicalization happens to them and us* (Oxford University Press: Oxford).
- McCullough, A, A Harouna, and H Oumarou. 2016. *The political economy of voter engagement in Niger. Briefing for USAID* (Overseas Development Institute (ODI): London).
- Pargeter, A. 2009. 'Localism and radicalization in North Africa: local factors and the development of political Islam in Morocco, Tunisia and Libya', *International Affairs*, 85: 1031-44.
- Sedgwick, Mark. 2010. 'The concept of radicalization as a source of confusion', *Terrorism and Political Violence*, 22: 479-94.
- Sounaye, A 2015. 'Irwo Sunnance yan-no! 1: Youth claiming, contesting and transforming Salafism', *Islamic Africa*: 82-108.
- Sounaye, Abdoulaye. 2007. 'Instrumentalizing the Qur'an in Niger Public Life', *Journal for Islamic Studies*, 27: 211-39.
- Tidjani, A.M, and A Moumouni. 2014. *Au Niger, le soutien est fort mais pas unanime pour l'adoption de la sharia dans la Constitution. Note Informative No. 156 for Afrobarometer* (Afrobarometer).
- Turse, Nick. 29 September 2016. 'U.S. military is building a \$100 million drone base in Africa', *The Intercept*.
- USAID. 2014. "Agadez Local Strategy."
- Younoussi, I. 2015. 'Les elections locales de 2009 a Guidan Roundji.' in J P Olivier de Sardan (ed.), *Elections au village : Une ethnographie de la culture au Niger* (Karthala: Paris).

---

ODI est la première cellule de réflexion indépendante de Grande-Bretagne sur le développement international et les enjeux humanitaires.

---

Les lecteurs sont invités à reproduire le contenu de ce rapport publié par ODI pour leurs propres publications, à condition que ce soit à des fins non commerciales. En tant que détenteur des droits d'auteur, ODI exige qu'en pareil cas il soit fait mention de la source citée et qu'un exemplaire de l'ouvrage lui soit communiqué. Pour un usage digital, nous demandons aux lecteurs d'inclure un lien vers la source originale sur le site officiel d'ODI. Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur ou des auteurs, et ne reflètent pas nécessairement les opinions d'ODI.

© Overseas Development Institute 2017. Ce document est sujet à des droits d'auteur conformément à la Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale 3.0.

All ODI Reports are available from [www.odi.org](http://www.odi.org)

Photo de couverture: Centre-ville historique a Agadez, Niger © Aoife McCullough, 2016

**Overseas Development Institute**  
203 Blackfriars Road  
London SE1 8NJ  
Tel +44 (0)20 7922 0300  
Fax +44 (0)20 7922 0399

**odi.org**

